

ALGÉRIE-OTAN

L'Algérie, interlocuteur «incontournable» de l'OTAN dans la lutte antiterroriste

P. 24

PALESTINE-JORDANIE-ALGÉRIE

L'Algérie joue un rôle important dans l'unification des rangs palestiniens

P. 24

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

De Mistura s'est enquis de la situation réelle des réfugiés sahraouis

P. 14

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les secteurs de la Culture, de la Santé, de la Pêche et des Productions Halieutiques examinés

«Le Premier ministre, ministre des Finances, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement tenue par visioconférence. Lors de cette réunion, le Gouvernement a eu à examiner les points suivants : la Culture et les Arts, la Santé, la Pêche et les Productions Halieutiques.»

P. 3



PAIEMENT PAR INTERNET

Plus de 7,8 millions d'opérations effectuées en 2021

P. 4

SÉTIF

Plus de 200 exposants attendus au Salon régional de la micro-entreprise

P. 4

HAUSSE DES CONTAMINATIONS AU COVID-19

1359 nouveaux cas, 576 guérisons et 8 décès en Algérie

P. 10

SANTÉ

PROBLÈMES DE VUE

Quand faut-il se faire dépister ?

P. 12-13

F   T B A L L

CAN-2021 (GR.E)
CÔTE D'IVOIRE - ALGÉRIE

Belmadi : «Déterminés et motivés pour gagner»

P. 21



MÉTÉO

2021, une des sept années les plus chaudes jamais enregistrées

P. 9

LUTTE ANTI-TERRORISTE

7 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés et 6 casemates détruites en une semaine

P. 24

SÉTIF

Plus de 200 exposants attendus au Salon régional de la micro-entreprise



La première édition du Salon régional de la micro-entreprise, prévue du 22 au 24 janvier dans la wilaya de Sétif, sous le thème "Pour une économie alternative", verra la participation de plus de 200 exposants, a indiqué mercredi un communiqué des services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise.

Parmi les exposants, il y aura 106 micro-entreprises financées par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), organisatrice du salon sous l'égide du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat, et la supervision du wali de Sétif, a précisé la même source.

Ces micro-entreprises, actives dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, les pièces détachées auto, l'industrie textile, la construction, l'industrie pharmaceutique et le recyclage des déchets plastiques, représentent les wilayas de Tébessa, Jijel, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Béjaïa, Sétif, Skikda, Annaba, Guelma, Constantine, Bordj, Bou Areridj, Souk Ahras, El-Tarf, Khenchela et Mila.

CHLEF

Repêchage d'un corps d'une personne non identifiée au large des côtes de la commune de Sidi Abderrahmane

Les unités du groupement territorial des garde-côtes de Chlef ont repêché le corps d'une personne non identifiée au large des côtes de la commune de Sidi Abderrahmane (70km au nord ouest de Chlef), indique, mardi, un communiqué de la direction de wilaya de la protection civile.

Les éléments de la protection civile sont intervenus aux environs de 15h00 pour transférer le corps sans vie d'une personne non identifiée, un trentenaire repêché par le groupement territorial des garde-côtes de Sidi Abderrahmane, à 3km du port de pêche, précise le communiqué.

Les unités de la protection civile ont transféré le corps de la victime vers la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) «Zighoud Youcef» dans la commune de Ténès, ajoute la même source.

TIZI-OUZOU

Réalisation prochaine de 4 nouveaux bureaux de poste

Un projet de réalisation de quatre (4) nouveaux bureaux de poste de remplacement à Tizi-Ouzou sera lancé dans les mois à venir, a indiqué mardi un communiqué de la direction locale de l'Unité Postale (DUP).

Ces nouvelles structures, destinées à rapprocher davantage l'entreprise du citoyen, seront implantées à travers les communes d'Aghribs, Assi Youcef, Tala Athmane et Beni Z'menzer, est-il ajouté.

Dans le même sillage, poursuit le communiqué, il a été procédé durant les 2 dernières années à la réhabilitation de 30 bureaux situés dans des zones d'ombre à l'exemple de ceux de



Tahanouts à Ait Aïssa Mimoune, Chelbel à Yakourene et Beni Kouffi à Boghni.

Le communiqué de la DUP rappelle, également, à l'occasion de la célébration de la journée panafricaine de la poste, que la wilaya dispose de 161 bureaux de poste, un bureau itinérant et un centre de dépôt et de distribution du courrier (CDD), 07 bureaux fermés et 42 Guichets automatiques déployés à travers 35 bureaux de poste.

La DUP a, en outre, distribué 59 terminaux de paiement électronique (TPE) pour les commerçants et 310 573 cartes Edhabia sur les 367 689 recharges, est-il souligné de même source.

SALON INTERNATIONAL DU BÂTIMENT À ANNABA 80 opérateurs exposent leurs produits



Le Salon international du bâtiment et de l'aménagement «BATIMEX» s'est ouvert, mardi à Annaba, avec la participation de pas moins de 80 opérateurs économiques du secteur et les métiers de services proches, constituant un espace ouvert sur les nouvelles technologies en rapport avec les procédés de construction et d'aménagement.

La manifestation est une opportunité pour les professionnels du secteur de découvrir les plus récentes évolutions dans le domaine des matériaux de construction et des innovations technologiques de conception permettant aux opérateurs de s'orienter vers des modèles économiques en énergie et en eau dans un cadre de vie confortable, a affirmé le wali d'Annaba, Djamel Eddine Brimi qui en a présidé l'ouverture.

Des stands du Salon ont été réservés aux matériaux de construction de conception nouvelle, aux meubles, aux services des bureaux d'étude et aux offres des sociétés d'assurance et des banques.

Parallèlement à l'exposition de ce Salon de trois jours, ouvert aux professionnels du bâtiment et de l'aménagement afin de promouvoir leurs produits et nouer des partenariats, des réunions «B to B» entre opérateurs et des conférences sur la gestion des espaces communs et des risques liés au bâtiment et l'utilisation du verre en construction sont programmées.

BOUMERDES

Mort par asphyxie au monoxyde de carbone de trois membres d'une même famille

Trois membres d'une même famille sont décédés, mercredi, par asphyxie au monoxyde de carbone, dans la commune d'Ouled Haddadj, à l'ouest de Boumerdes, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile.

Les services de la Protection civile sont intervenus aux environs de 9h au niveau de la cité Haouche El Makhfi (commune d'Ouled Haddadj), suite au signalement d'un cas d'asphyxie au monoxyde de carbone, émanant d'un chauffage, de trois membres d'une même famille (le père, la mère et leur fille), a indiqué à l'APS, le chargé de la cellule de communication, le lieutenant Hocine Bouchachia.

Les dépouilles des trois victimes, âgées entre 43 et 85 ans, ont été transférées, par les agents de la protection civile, vers la polyclinique Hamdi Slimane de Boudouaou (Ouest de Boumerdes) et l'hôpital de Rouiba (Alger), a ajouté le même responsable.

JUSTICE

Cour d'Alger: report au 2 février prochain du procès en appel de l'ancienne ministre Houda Feraoun



La Cour d'Alger a décidé, mercredi, de reporter le procès en appel de l'ancienne ministre, Imane Houda Feraoun, au 2 février prochain.

Le report intervient à la demande de Houda Feraoun, en raison de la grève ouverte observée par l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA).

L'ancienne ministre Feraoun et plusieurs cadres sont poursuivis pour dilapidation de deniers publics, octroi d'indus privilégiés et abus de fonction.

Le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné l'ancienne ministre de la Poste et des Télécommunications à 3 ans de prison ferme assortie d'une amende de 500.000 Da.

JUSTICE

Mostaganem: "la relation entre l'autorité judiciaire et la presse", thème d'une journée d'étude jeudi



La Cour de justice de Mostaganem abritera jeudi une journée d'étude sur "la relation entre l'autorité judiciaire et la presse", a-t-on appris mercredi auprès du parquet général de cette instance judiciaire.

Cette rencontre, organisée par la Cour de justice de Mostaganem, en coordination avec l'association de la presse locale, verra la participation de magistrats, procureurs de la République, greffiers, avocats, huissiers de justice, journalistes et des associations de la société civile.

Des communications seront présentées par des représentants du corps de la magistrature, de la presse et des académiciens comprenant des lectures juridiques concernant les lois algériennes sur les médias et les relations entre la justice et la presse, ainsi que ses différents rôles.

Au cours de la journée d'étude, les participants aborderont également la responsabilité juridique et professionnelle du journaliste, ses relations avec la justice et la couverture médiatique des différents événements ayant une relation avec cette autorité constitutionnelle, a-t-on ajouté de même source.

Cette initiative vise à mettre en relief la place du secteur de la presse et la profession de journaliste dans les lois algériennes, notamment dans la Constitution de 2020 et les lois relatives à l'information et à l'audiovisuel, ainsi que la protection juridique mise en place par le législateur pour protéger les professionnels lors de l'exercice de leurs fonctions et tout ce qui concerne la responsabilité juridique, professionnelle et sociale.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT Les secteurs de la Culture, de la Santé, de la Pêche et des Productions Halieutiques examinés

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a présidé par visioconférence, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs de la Culture et des Arts, de la Santé, de la Pêche et des Productions Halieutiques, a indiqué mercredi un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral : «Le Premier ministre, ministre des Finances, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 19 janvier 2022, une réunion du Gouvernement tenue par visioconférence.

Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a eu à examiner les points suivants: Dans le domaine de la Culture et des Arts: Il a été présenté un projet de Décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de promoteur de spectacles culturels et artistiques.

Ce projet de texte prévoit d'abroger les dispositions prévues par le Décret exécutif n 06-218 du 18 Juin 2006 fixant les conditions et modalités d'exercice de l'activité de promoteur de spectacles culturels et ce, afin d'assurer la conformité avec le Décret exécutif n 13-140 du 10 avril 2013 fixant les conditions d'exercice des activités commerciales non sédentaires.

A ce titre, ce projet de texte vise, notamment, la simplification des procédures administratives, l'introduction de méthodes de contrôle du respect de la réglementation et de la législation en vigueur par le promoteur de spectacles et l'augmentation de la durée d'exploitation de la licence de promoteur de spectacles qui passe de 3 ans à 5 ans.

Dans le domaine de la Santé : Il a été examiné un projet de Décret exécutif fixant l'organisation et le fonctionnement de la Com-



mission de santé mentale de la wilaya qui intervient en application des dispositions de l'article 133 de la Loi n 18-11 du 02 Juillet 2018 relative à la santé. Cette Commission est chargée d'examiner et de se prononcer sur toute requête émanant du Wali territoriale compétent, du médecin psychiatre de l'établissement psychiatrique, du malade ou de son représentant légal, concernant l'hospitalisation, le maintien ou la sortie du malade atteint de troubles mentaux. Aussi, ce texte qui consacre la décentralisation et la simplification des procédures prévoit que la commission soit présidée par un magistrat de la Cour et composée d'un

représentant du Wali, de deux (02) médecins spécialistes en psychiatrie et d'un (01) repré sentant d'une association de malades.

Dans le domaine de la Pêche et des Productions Halieutiques : Une communication a été présentée sur l'extension de la construction navale sur le littoral et les résultats des travaux du Comité interministériel mis en place suite aux instructions de Monsieur le Président de la République données lors du Conseil des ministres du 21 novembre 2021 afin de prendre en charge les demandes de foncier déposées par les sociétés de construction et de réparation navales. Dans ce cadre, il a été recensé, à ce jour,

trente-sept (37) demandes de foncier introduites au niveau central et local, dont quinze (15) ont déjà reçu l'accord pour l'affectation du foncier sollicité, sachant que douze (12) conventions ont été conclues entre l'Entreprise de gestion des ports de pêche et les opérateurs concernés, pour la construction des navires de pêche de plus de 35 mètres.

Aussi, onze (11) demandes ont obtenu des accords de principe pour l'affectation d'assiettes au niveau des zones d'activités situées à proximité du littoral et onze (11) autres demandes qui seront prises en charge dès la finalisation de l'opération d'identification du foncier à affecter.

GOUVERNEMENT Présentation d'un projet de décret fixant les modalités d'exercice de l'activité de promoteur de spectacles

Un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de promoteur de spectacles culturels et artistiques a été présenté mercredi lors d'une réunion du gouvernement présidée par visioconférence par le Premier ministre, ministre des

Finances, Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministre. Ce projet de texte prévoit d'abroger les dispositions prévues par le Décret exécutif n 06-218 du 18 Juin 2006 fixant les conditions et modalités d'exercice de l'activité de pro-

moteur de spectacles culturels et ce, afin d'assurer la conformité avec le Décret exécutif n 13-140 du 10 avril 2013 fixant les conditions d'exercice des activités commerciales non sédentaires. A ce titre, ce projet de texte vise, notamment, la simplification des procédures ad-

ministratives, l'introduction de méthodes de contrôle du respect de la réglementation et de la législation en vigueur par le promoteur de spectacles et l'augmentation de la durée d'exploitation de la licence de promoteur de spectacles qui passe de 3 ans à 5 ans, selon le communiqué.

APN Plénière jeudi consacrée aux questions orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée à dix-neuf (19) questions orales concernant six (06) secteurs, a indiqué mercredi un communiqué de l'Assemblée.

Lors de cette séance, «trois (03) questions seront adressées au ministre de l'Énergie et des mines, quatre (04) au ministre de l'Éducation nationale, deux (02) à la ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de

la condition de la femme, trois (03) au ministre du Commerce et de la promotion des exportations, quatre (04) au ministre des Travaux publics et trois (03) au Ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale», précise la même source.

L'APN avait décidé de reporter, à compter du 18 janvier 2022 et jusqu'à nouvel ordre, toutes les activités parlementaires à l'exception des plénières préalablement programmées, compte tenu

du rebond des contaminations au Covid-19. «Compte tenu du rebond des contaminations au coronavirus enregistrées ces derniers jours, et dans le cadre de la prise de mesures préventives pour endiguer la propagation du virus, il a été décidé de reporter, à compter du 18 janvier 2022, l'ensemble des activités parlementaires au sein du siège de l'Assemblée jusqu'à nouvel ordre», ajoute-t-on de même source. La décision du report des

activités exclut «les plénières préalablement programmées relatives à l'examen du projet de loi définissant l'organisation, la composition, le fonctionnement et les missions de l'Académie algérienne des sciences et technologies (AAST), et du projet de loi modifiant la loi n 20-01 du 30 mars 2020 fixant les missions, la composition et l'organisation du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST)».

COMMÉMORATION DU 67E ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE DIDOUCHE MOURAD Le héros symbole a contribué à la préparation de la Révolution

Le parcours révolutionnaire du Chahid symbole Didouche Mourad a fait l'objet d'une conférence organisée mardi au Musée national du Moudjahid, au cours de laquelle les participants ont mis en avant la contribution du Chahid Didouche à la préparation du projet de la Révolution armée.

A ce titre, le moudjahid et chercheur Moussa Yasmine a indiqué que le Chahid Didouche Mourad a entamé son parcours à l'âge de 16 ans, lorsqu'il a rejoint les rangs du Parti du peuple algérien (PPA) en 1943, précisant que son niveau académique et sa sagesse politique lui ont permis de jouer un rôle majeur dans l'encadrement des événements du 8 mai 1945 à Alger, avant d'être chargé de la supervision des quartiers d'El Mouradia, El Madania et Bir Mourad Rais en 1946.

Didouche Mourad, ajoute-t-il, a joué un rôle important dans la réorganisation et la création de l'Organisation spéciale (OS), et est devenu l'un de ses dirigeants éminents en 1948, auquel a été confiée la mission de former des cellules paramilitaires à Constantine, El Khroub, Oued Zenati et Annaba.

Après l'identification de l'OS par le colonisateur en 1950, le Chahid a été condamné par contumace à 10 ans de prison, ce qui l'a contraint à mener une lutte secrète.

Cependant, les tentatives de la colonisation visant à appréhender le Chahid ont amené les dirigeants du parti à l'envoyer en France pour assister Mohamed Boudiaf dans l'organisation des cellules du parti, avant de regagner l'Algérie et contribuer à la création du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) en mars 1954.

Ensuite, il devint l'un des rédacteurs du journal «El Watan» (Le nationaliste), porte-parole du CRUA.

L'historien a en outre souligné que l'adhésion de Didouche Mourad au mouvement des scouts musulmans algériens (SMA) et au PPA lui ont permis de réorganiser et de créer l'OS, dont il est devenu plus tard l'un des principaux dirigeants.

En référence aux mémoires du défunt moudjahid Lakhdar Bentobbal, écrits et publiés récemment par Daho Djerbal, le Chahid Didouche Mourad a mené plusieurs batailles contre l'ennemi dans la région du Nord Constantinois et jouissait d'une vision proactive dans la planification des opérations militaires dans diverses régions du pays en dépit du manque du matériel.

L'historien Meziane Yaadi a, pour sa part, indiqué que Didouche Mourad a concilié entre la socialisation politique et la conscience du leadership, soulignant que son parcours de Chahid révolutionnaire est riche en mémoires.

Né le 14 juillet 1927, le Chahid s'est vu refuser par son père de l'inscrire le jour de sa naissance, à savoir le 14 juillet, date de la fête nationale française, choisissant par la suite un autre jour pour le faire, ajoutant que Didouche avait une grande foi en dieu et a appris le Coran par cœur depuis son jeune âge, a relevé l'historien.

Le conférencier a rappelé que Didouche Mourad est tombé au champ d'honneur lors d'une bataille avec l'ennemi, un certain 18 janvier 1955.

Au début de la conférence, un film documentaire a été projeté sur la vie de Didouche Mourad, l'un des membres du groupe des six qui a décidé le déclenchement de la glorieuse guerre de Novembre 1954.

Le Chahid Didouche fut chargé de la mission de la communication et de la coordination et a pris part à la réunion historique des 22.

Il est aussi l'un des rédacteurs de la Déclaration du Premier Novembre et l'auteur de la citation célèbre «Si nous venons à mourir, défendez notre mémoire».

ROUTES - PROJETS

Kamel Nasri lance les travaux de dédoublement du tronçon de la RN 01 Djelfa-Laghouat



Le ministre des Travaux publics Kamel Nasri a procédé mardi au coup d'envoi des travaux de dédoublement du tronçon de la RN 01 reliant les wilayas de Djelfa à Laghouat sur une distance de 64 km.

M. Nasri a insisté auprès des entreprises en charge de ce projet, doté d'une enveloppe de 19 milliards de DA, sur la nécessité de «réduire les délais de réalisation, tout en maintenant la qualité des travaux».

«Toutes les contraintes qui étaient à l'origine du retard accusé dans le lancement de ce projet de dédoublement ont été levées vu l'importance de cet axe et de sa dimension stratégique, car constituant un trait d'union entre le Nord et le Sud du pays», a déclaré le ministre.

M. Nasri a ajouté que la désignation de trois entreprises pour réaliser ce dédoublement autoroutier vise «l'intensification des efforts pour l'achèvement, dans les meilleurs délais, du dernier tronçon de l'axe autoroutier reliant Alger à Ghardaïa, sur une distance de 600 km».

Le ministre qui a suivi un exposé détaillé du projet, a souligné l'impératif de «réduire les délais de réalisation qui sont de 23 mois, pour les ramener à 15 mois, tout en garantissant des travaux de qualité et pérennes pour ce type d'infrastructures, fortement attendues par le citoyen» a-t-il dit, insistant sur l'impératif d'assurer un suivi régulier des travaux par les bureaux d'études et les responsables du secteur.

Kamel Nasri a, par ailleurs, annoncé le lancement, dans la matinée, d'un autre chantier aussi important que le tronçon Djelfa-Laghouat, à savoir, le tronçon reliant Bougezoul (Médéa) aux frontières nord de la wilaya de Djelfa sur une distance de 7,5 km, soulignant qu'il a également donné des instructions pour accélérer les travaux de réalisation de ce projet et la révision à la baisse du délai de livraison.

A noter que le projet de dédoublement du tronçon de la RN 01 Djelfa-Laghouat comporte de nombreux ouvrages d'art pour l'évacuation des eaux et quatre échangeurs importants, en plus d'un viaduc de 1.460 mètres de long, situé sur la voie d'évitement de la ville de Djelfa, caractérisé par un relief difficile, comparativement aux autres sections du même projet, selon les explications fournies, sur place.

Le ministre des Travaux publics a entamé sa visite à Djelfa par une réunion au siège de la wilaya, consacrée à la présentation de l'état des lieux du secteur et des projets sectoriels ou inscrits au titre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales qui sont en cours de réalisation ou programmés à la réalisation.

M. Nasri a, par la suite, procédé à la mise en service du projet de confortement du Chemin de wilaya (CW) N 189, reliant Djelfa à la commune de Moudjbara, sur une distance de 34 km.

Après avoir mis en service un tronçon du chemin communal N 22, reliant la RN 01 au village Ezzina, dans la commune de Djelfa, qui a bénéficié de travaux d'entretien sur une distance de 6 km, le ministre a suivi un exposé sur des projets affectés aux zones d'ombre.

Il a également rencontré des citoyens qui ont salué les efforts consentis pour le désenclavement de leur village.

PARLEMENT

Présentation du projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2019

La Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a suivi, mardi à Alger, un exposé sur le projet de loi de règlement budgétaire 2019.

L'exposé a été présenté par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, au nom du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, et ce, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Le représentant du Gouvernement a rappelé, dans ce sens, le cadre macroéconomique et financier de la loi de finances 2019 ayant pris en considération les derniers développements enregistrés au niveau national d'une part, et l'environnement international en ce qui concerne la croissance mondiale, particulièrement la demande sur les hydrocarbures d'une autre part.

Selon M. Rezig, le taux de croissance économique a atteint, en 2019, 0,8% contre 1,2% en 2019 (-0,4%).

Par rapport aux estimations de la loi de finances (2,6%), la différence s'élève à -1,8%, tandis que le Produit intérieur brut (PIB) en 2018 était de 20.428,4 Mds Da.

Le PIB hors hydrocarbures réalisé en 2019 s'élève à 16.433 Mds Da, contre 17.406,7 Mds Da selon la loi de finances, tandis qu'en 2018, le PIB était de 15.903,6 Mds Da.

Le secteur des hydrocarbures a enregistré 3.990 Mds Da, soit -558,4 Mds Da par rapport à l'exercice précédent (4548,8%) et -263,9 Mds Da par rapport aux prévisions de la loi de finances (4254 Mds Da).

Selon les chiffres avancés par le représentant du Gouvernement, les cours du pétrole brut dans le marché étaient de 64,4 USD/baril, contre 71,3 USD/baril en 2018 et 60 USD/baril selon les prévisions de la loi de finances.



Quant au taux de change moyen, ce dernier a reculé de 2,8 Da/USD, passant de 116,6 Da/USD en 2018 à 119,4 Da/USD en 2019.

Concernant le taux d'inflation enregistré en 2019, il a atteint 2% contre 4,3% en 2018 et 4,5% selon les prévisions de la loi de finances.

En 2019, les exportations ont atteint 35 milliards de dollars, soit une baisse de 6,1 milliards de dollars par rapport aux réalisations de 2018 (41,1 milliards de dollars) a indiqué M. Rezig, ajoutant que les exportations des hydrocarbures avaient atteint 32,9 milliards de dollars en 2019, contre 38,9 milliards de dollars en 2018 (soit une baisse de 6 milliards de dollars).

Les importations de marchandises ont atteint 41,9 milliards de dollars, moins de 2,1 milliards de dollars du montant prévu (44 milliards de dollars), et de 4,4 milliards de dollars du montant enregistré en 2018 (46,3 milliards de dollars).

Ainsi, le solde de la balance commerciale a connu un déficit de 6,9 milliards de dollars en 2019, contre 5,2 milliards de dollars en 2018, soit un solde négatif de 1,7 milliard de dollars. Les réserves de changes, hors or, ont atteint 62,8 milliards de dollars à la fin 2019, contre 79,9 mil-

liards de dollars en 2018 et 62 milliards de dollars prévus en vertu de la loi de finances. Les redevances de la dette publique ont atteint 9320,2 milliards de dinars à la fin 2019, dont 9186,6 milliards de dinars de la dette intérieure et 133,6 milliards de dinars de la dette extérieure. Le solde comptable a connu une hausse en 2019 passant à 1952,25 milliards de dinars, contre 1340,58 milliards de dinars en 2018.

Le solde du Fond de régulation des recettes (FRR) a été estimé à 305,5 milliards de dinars à la fin 2019, après la décafélation en février de la même année d'un montant de 131,91 milliards de dinars pour le financement du déficit budgétaire du trésor public de 2018, a affirmé le représentant du Gouvernement.

Les recettes budgétaires ont atteint 6594,65 milliards de dinars en 2019, soit une hausse de 2,96 % par rapport aux réalisations de 2018 estimées à 6405,24 milliards de dinars.

En parallèle, les dépenses du budget général de l'Etat se sont élevées à 8.035,06 milliards de DA, soit une baisse de 406 milliards de DA par rapport à 2018, où elles étaient de 8.441,60 milliards de DA.

S'agissant de l'application de la loi de finances 2019, les chiffres présents

ont montré que les dépenses budgétaires exécutées cette année ont atteint 8.035,06 milliards de DA, dont 59% pour le budget de fonctionnement et le reste pour le budget d'équipement. En rajoutant les dépenses imprévues, le déficit réel atteint 1.457 milliards de dinars, ce qui représente 7,13% du PIB.

Lors de son exposé, M. Zerik a expliqué qu'au titre de l'exercice de fonctionnement de 2019, les arriérés ont atteint 13.133,74 milliards de DA, dont 4.886,57 milliards de DA concernent les recouvrements fiscaux et 8.247,17 milliards de DA pour les recouvrements non fiscaux.

Il s'agit également de 8.244,34 milliards de DA pour des amendes judiciaires et les amendes peines qui ont été, selon lui, transférées aux services du ministère de la Justice (en cours de réalisation), étant donné que cette opération permettra de revoir le montant des arriérés redevables à l'administration fiscale de 5.016,6 milliards de DA (en tenant compte de 130 milliards de DA enregistrés au niveau de la Direction des grandes entreprises +DGE+).

Au cours du débat, certains membres ont déploré le texte en vigueur relatif au contrôle de l'application des lois par le Parlement, lequel fixe l'année de référence pour le débat à «A-3». Les députés ont également évoqué le problème de la réévaluation des projets, qui pèse lourd sur le trésor public, réclamant la levée du gel des projets de développement, «qui a impacté la croissance économique». Ils ont également appelé à prendre en considération les résultats du rapport de la Cour des comptes lors de la préparation des projets de développement.

TRAVAUX PUBLICS

Publication prochaine d'une deuxième partie des cahiers de charges types

Le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri a affirmé, mardi, que son département ministériel comptait publier, les semaines prochaines, une deuxième partie des cahiers de charges modèles en vue d'éviter la lenteur de plusieurs procédures relatives aux projets.

En marge de sa visite de travail et d'inspection à la wilaya de Djelfa, le ministre a écouté un exposé sur les projets de son secteur ciblant les zones d'ombre, où il a déclaré que «la deuxième partie des cahiers de charges modèles sera publiée prochainement et appliquée par les directeurs locaux de son secteur à travers les 58 wilayas du pays».

Après avoir rappelé que cette opération avait commencé les mois derniers, où il a été procédé à l'élaboration de cahiers de charges modèles pour les unifier en termes technique et éviter la lenteur des procédures de



la concrétisation des projets, le ministre a ajouté que «certains maîtres d'ouvrage mettent des conditions réhébilitaires pour la sélection des maîtres d'œuvre ou des bureaux d'études». «Il y a des maîtres d'ou-

vrage qui mettent avant le début de l'étape de la sélection des maîtres d'œuvre ou des bureaux d'études, des conditions difficiles de réaliser sur le terrain, et c'est complètement inacceptable», a-t-il dit.

Le ministre a fustigé la lenteur et la divergence des taux de réalisation des projets enregistrés depuis une année complète à Djelfa, notamment ceux liés aux zones d'ombre, soulignant l'importance de la démarche de son ministère d'unifier les cahiers de charges en termes technique.

M. Nasri a donné, durant sa visite, le coup d'envoi du dédoublement de la voie express liant la wilaya de Djelfa à Laghouat sur une distance de 64 km, et a écouté les besoins et les priorités de la wilaya dans le secteur, promettant de les examiner pour en trouver des solutions.

ENERGIE - ÉLECTRICITÉ

Ghardaïa: mise en service de trois nouveaux postes électriques de haute tension

Trois (03) nouveaux postes transformateurs électriques principaux de haute tension (HT) ont été mis en service dans la wilaya de Ghardaïa, dans le cadre de l'amélioration des prestations de service et de la sécurisation du réseau électrique, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de la société Algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG, filiale de Sonelgaz).

Ces trois ouvrages de 60/30 KV chacun ont été concrétisés en dépit de nombreux obstacles liés à la rareté des assiettes foncières devant les abriter dans la zone de Oued-Nimel pour alimenter et renforcer les communes de Ghardaïa, Daya Bendahoua, celle de Berriane "Madagh" pour la région du nord de la wilaya et celle de Seguiat Moussa, à Métlili, pour les communes de Métlili, Seb-Seb, Mansourah et Hassi-Lefhal, a-t-on précisé. Selon la SADEG, la demande haussière en énergie électrique, aussi bien pour la population que les secteurs d'activité économique, notamment l'agriculture, a imposé la mise en œuvre d'un programme de renforcement du réseau électrique par la réalisation



de trois transformateurs principaux, pour un coût de plus de trois milliards DA. Un autre poste transformateur de même puissance est en cours d'achèvement au lieu-dit "Rostomide" surplombant la ville de Ghardaïa, pour conforter le réseau électrique existant et sécuriser le réseau élec-

trique de l'ensemble de la vallée du M'zab, a-t-on fait savoir. Une enveloppe de plus de 4,5 milliards DA a été investie depuis 2013 pour concrétiser ce programme de sécurisation, de renforcement de l'alimentation en énergie électrique conventionnelle avec la réalisation de 385 trans-

formateurs et un réseau de distribution de 836 km, signale-t-on.

La wilaya de Ghardaïa est alimentée par neuf sources d'approvisionnement réparties sur l'ensemble du territoire de la wilaya, d'une capacité globale de 560 mégavolt-ampères (MVA), alors que la consommation globale actuelle ne dépasse pas les 260 MVA, selon les données de la SADEG.

La wilaya de Ghardaïa compte un réseau électrique de 5364 km (2.568 km de basse tension et 2.796 km de moyenne tension), en plus de 2.895 postes transformateurs avec 130.069 abonnés, soit un taux d'électrification de 98,84%, d'après les statistiques de l'entreprise arrêtées au 31 décembre 2021.

M'SILA

Réception d'un pont sur l'oued Boussaâda, en mai 2022

Le projet portant réalisation d'un pont sur l'oued Boussaâda devrait être mis en service en mai 2022, ont annoncé mercredi les services de la wilaya.

L'ouvrage de 167 mètres, réalisé pour 300 millions de dinars, assurera la liaison entre les localités d'Ealig et Boussaâda, ont expliqué les services de la wilaya, rappelant que ce projet a été décidé suite aux inondations de l'oued Boussaâda ayant coûté la vie à trois personnes emportées par les crues de ce même oued en mai 2021.

La réalisation de cet ouvrage s'inscrit dans le cadre de la protection de la ville de Boussaâda contre les inondations, la lutte contre les risques de crues de l'oued Boussaâda et la réduction des accidents de la route, ont indiqué les services de la wilaya. Le projet améliorera également la circulation sur le chemin touristique de Boussaâda, ont encore indiqué les services de la wilaya. En référence aux bilans de la Protection civile de la wilaya de M'sila, établies durant la période allant de 2007 à 2021, pas moins de 10 personnes sont mortes emportées par les crues à l'endroit qui verra la réalisation de ce pont.

TIARET

Dotation des communes de la wilaya de 50 tracteurs avec remorques

Les communes de la wilaya de Tiaret ont été dotées, mardi, de 50 tracteurs avec remorques destinés au nettoyage, dans le cadre de la célébration de la journée nationale de la commune. Le wali de Tiaret, Mohamed Amine Dramchi a indiqué, lors de la cérémonie de remise d'affectations de ce matériel aux présidents d'APC, que «ces tracteurs avec remorques renforceront les parcs communaux de nettoyage, ce qui devra être d'une grande utilité, étant donné que la propreté est une priorité et une des revendications légitimes du citoyen».

D'autres matériels de nettoyage seront acquis prochainement pour s'ajouter au lot de bennes et autre matériel de nettoyage fourni l'an dernier, a-t-il dit.

Les autorités de la wilaya doteront les communes pour mener à bien leurs missions de nettoyage et de protection de l'environnement.

Le wali de Tiaret a honoré, lors d'une visite de travail dans le cadre du programme de célébration de la journée nationale de la commune, d'anciens présidents d'APC de Meghila et a mis en service un projet de raccordement de 37 foyers des douars de Ouled Hadj et de Sebaih dans cette commune en électrification rurale, et deux autres d'approvisionnement de 26 foyers à «El Maarit» dans la commune de Sidi Ali Mellal et à «Mouassfia» dans la commune de Meghila en gaz propane, ainsi que 12 autres à Kheddam Zaouia dans la commune de Sidi El Hosni.

TISSEMSILT

Plaidoyer pour une participation efficace de la société civile à la lutte contre la spéculation illicite

Les participants à une journée d'étude mardi à Tissemsilt consacrée à l'explication des règlements de la loi 15/21 portant lutte contre la spéculation illicite ont insisté sur une participation efficace de la société civile dans la lutte contre cette pratique. Le procureur général près la Cour de Tissemsilt, M. Kadri Mimoune, a appelé à une participation effective de la société civile, en particulier les associations concernées par les droits des consommateurs, dans la lutte contre le phénomène de la spéculation illicite, soulignant que toute infraction liée au stockage illégal de denrées alimentaires de large consommation sera sanctionnée.

L'intervenant au cours de la rencontre a déclaré que «la société civile joue un rôle majeur dans la sensibilisation des consommateurs et des commerçants au problème de stockage illégal de denrées alimentaires et dans la transmission de l'information sur la loi contre la spéculation illicite». Pour sa part, le procureur de la République près le tribunal de Tissemsilt, M. Abdelkader Haouche, a mis l'accent sur l'importance de la contribution des associations à la protection des consommateurs dans la lutte contre le phénomène de spéculation illicite, expliquant que la loi n°15/21 relative à la lutte contre la spéculation permet de déposer une plainte et de se constituer partie civile devant la justice en cas d'infraction ayant trait à la spéculation illicite.

La rencontre, organisée par la Cour de Tissemsilt, a enregistré la présence du wali, Abbès Badaoui, de procureurs de la République, de magistrats des tribunaux de Tissemsilt, de Theniet El Had et de Bordj Bounaama et de représentants d'associations des droits du consommateur, de cadres de la direction du commerce et de la promotion des exportations, de représentants des chambres d'artisanat et du commerce «Wanchariss» et des commerçants et opérateurs économiques.

APS

TÉBESSA

21000 qx de maïs fourrage collectés au sud de la wilaya

La campagne de récolte du maïs fourrage dans la wilaya de Tébéssa a permis de collecter 21.000 quintaux dans la localité de Mermouthia dans la commune de Negrine (sud de la wilaya) remis à l'Office national des aliments de bétail, a-t-on appris mercredi auprès de la Chambre locale de l'agriculture.

Une surface totale de 220 ha a été réservée à la culture du maïs fourrage dans plusieurs communes du nord et du sud de cette wilaya frontalière dans le cadre de la nouvelle orientation des pouvoirs publics relatives au développement des cultures stratégiques, dont le maïs fourrage et le colza, a précisé à l'APS le président de la Chambre de

l'agriculture, Mostefa Soltani. L'expérimentation de cette culture a été "un succès" dans la région Sud de la wilaya où les conditions climatiques sont propices à cette culture, selon la même source qui a indiqué que 70 ha ont été réservés dans cette partie de la wilaya à la culture du maïs fourrage avec un rendement moyen de 300 quintaux par hectare.

Au Nord de la wilaya, 150 ha ont été consacrés à cette culture, toutefois "les opérations de semailles ont accusé du retard et l'iti néraire technique de la culture n'a pas été correctement respecté" compromettant la production avec d'autres facteurs comme les vagues de froid et de gelée, a ajouté le président de

la Chambre de l'agriculture. Il a aussi souligné que la première expérience de culture du colza dans la wilaya fait l'objet d'un suivi quotidien de la part des cadres de la Chambre et de la direction des services agricoles et a été menée dans de "bonnes conditions", précisant que la récolte sera entamée "au cours du premier trimestre de l'année en cours".

D'importantes surfaces ont été réservées dans la wilaya de Tébéssa à la culture du maïs fourrage et au colza, dans le cadre de la stratégie publique de réduction de la facture d'importation des produits alimentaires et de la réduction de la dépendance à l'égard des hydrocarbures, a-t-on conclu.

BLIDA - FORMATION

Introduction pour la première fois d'une spécialité dans la maintenance des ascenseurs

Une spécialité dans la maintenance des ascenseurs sera lancée à Blida, à l'occasion de la prochaine rentrée professionnelle (session de février) pour répondre aux besoins du marché local du travail, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels.

«Dans le cadre de la politique du secteur visant l'ouverture de nouvelles spécialités adaptées aux besoins du marché local du travail, une spécialité pour la maintenance des ascenseurs a été ouverte, pour la première fois, à la

faveur de la prochaine rentrée professionnelle», a indiqué à l'APS la cheffe du service de suivi de la formation, Soraya Tafat.

Mme Tafat a rappelé que l'ouverture de cette nouvelle spécialité était prévue en 2018, mais elle a dû être reportée faute d'établissements spécialisés dans ce domaine, pour assurer l'encadrement de la formation appliquée des stagiaires en mode apprentissage.

Cette nouvelle spécialité sera disponible à partir de la session de février prochain, après la mise à disposition du secteur de la formation, de postes

pédagogiques par un nombre d'établissements spécialisés dans la maintenance des ascenseurs, au niveau de Blida et des wilayas voisines, a-t-elle ajouté.

Cette spécialité qui sera dispensée au niveau du CFPA de Bouinane (Est de Blida) vient en «réponse au déficit accusé en matière de main d'œuvre spécialisée dans ce domaine, un problème qui a été à maintes fois posé par l'Office de promotion et de gestion Immobilière (OPGI) et l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) de la wilaya

», a souligné la même responsable.

Depuis l'annonce de l'ouverture de cette formation, une affluente remarquable de jeunes désirant suivre cette spécialité, leur assurant des débouchés en matière d'emploi, dont la possibilité de création de leur propres entreprises, est enregistrée au niveau du CFPA de Bouinane.

Un intérêt qui s'explique «notamment par la création de grands pôles urbains dont les immeubles sont équipés d'ascenseurs nécessitant une maintenance régulière», a relevé Mme Tafat.

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Agriculture : des opérateurs américains s'intéressent à la qualité de la terre et les opportunités d'investissement à Annaba

Des opérateurs américains activant dans le secteur agricole ont fait part, mardi à Annaba, d'un intérêt particulier pour la qualité des terres agricoles dans la région et exprimé leur disposition à procéder à des partenariats avec les agriculteurs et les éleveurs algériens. Au cours d'une rencontre entre des opérateurs américains du secteur agricole et des professionnels du secteur dans la wilaya, d'Annaba dans le cadre d'une tournée de cette délégation américaine à travers plusieurs wilayas du pays pour l'exploration des opportunités de partenariats, Dan Roberts, spécialisé dans les grandes cultures et la production des aliments de bétail, a souligné que la qualité de la terre dans la région constitue «un trésor à même d'assurer des produits agricoles de haute qualité». L'intervenant a présenté à l'occasion une vidéo sur l'activité de son entreprise et la technologie utilisée pour fabriquer des aliments de bétail. De son côté, Patrick Ellis, propriétaire d'une entreprise spécialisée dans l'irrigation agricole a relevé l'existence «d'énormes opportunités d'investissements agricoles dans la région», estimant que l'eau est à la base de toute activité agricole et que l'utilisation de cette ressource doit impérativement être maîtrisée par un recours à «un système d'irrigation moderne et intelligent». Cet opérateur a présenté le système d'irrigation qu'il a développé et les opportunités de partenariat pour le transfert des technologies d'irrigation intelligente. Pour sa part, l'opérateur Bud Wylie, opérateur spécialisé dans les biotechnologies au Texas a exposé l'expérience de sa Société dans le domaine de l'analyse du sol et la production de bactéries bénéfiques au sol, relevant que les terres agricoles algériennes sont «renommées mondialement pour leur fertilité et leur caractère propice pour la culture de produits agricoles Bio très demandés dans les plus grands pôles économiques du monde». Les opérateurs américains ont projeté d'autres vidéos sur leurs activités dans les domaines de la production de la pomme de terre, de la production des aliments de bétail et le design de fermes d'élevage de vaches laitières. Des réunions «B to B» ont été organisées entre des opérateurs américains et des professionnels du secteur agricole d'Annaba en fonction de leurs domaines d'activités. Le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Small Chik houne, a mis l'accent sur l'importance de l'élaboration d'un concept clair pour le succès de tout projet agricole intégré et sur l'orientation vers des activités agricoles étendues et durables pour générer des emplois et atteindre l'efficacité économique. La délégation américaine a visité une ferme de céréaliculture dans la localité El Kerma dans la commune d'El Hadjar et la zone d'activités de la commune d'El Bouni. Cette délégation poursuivra sa tournée en se rendant vers les wilayas d'El Oued, Khenchela et la région de Hassi Messaoud avant de regagner Alger. La visite de la délégation d'opérateurs américains à Annaba s'inscrit dans le cadre d'une initiative du Conseil d'affaires algéro-américain baptisée «US agriculture road show to Algeria 2022», en collaboration avec l'ambassade d'Algérie à Washington en vue d'explorer les opportunités d'investissement en agriculture et les activités annexes.

TRANSPORT

Tassili Airlines entend augmenter son chiffre d'affaires à 13,8 millions de dinars à l'horizon 2026

Le directeur général par intérim de la compagnie aérienne, Tassili Airlines (TAL), Abdessamed Ourihane a annoncé, mardi à Alger, que sa compagnie aspirait à augmenter son chiffre d'affaires annuel à 13,8 milliards de dinars à l'horizon 2026.

Dans son exposé devant la commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Ourihane a souligné que Tassili Airlines «aspire à réaliser un chiffre d'affaires de 13,8 milliards de dinars et à transporter plus de 1 million de voyageurs à l'horizon 2026», selon un communiqué de l'Assemblée. Evoquant les objectifs et perspectives de la compagnie, le DG par intérim de Tassili Airlines a affirmé que sa compagnie «aspire à s'approprier le marché du transport pétrolier actuel et futur» et œuvre «à développer l'activité de fret et à promouvoir le secteur de l'énergie à court et long termes». La compagnie veille à préserver sa place de leader dans le transport aérien pétrolier, à travers «la fidélisa-



tion de nos clients des compagnies pétrolières», a-t-il soutenu. Il a également passé en revue les problèmes et difficultés rencontrés par sa compagnie, rappelant que le déficit enregistré en 2020 dans l'activité de transport régulier était de 373 millions de dinars, contre un déficit cumulé de 3,024 milliards de dinars non couvert par l'indemnisation financière

de l'Etat, induit par la pandémie (Covid-19). Il s'agit, a-t-il poursuivi, «d'un déficit important qui a influé directement et négativement sur le bon fonctionnement de la compagnie». Après l'exposé, il a exhorté les membres de la commission des transports et des télécommunications à intensifier les vols, notamment entre les régions sud dans la perspec-

tion de relancer le transport sud-sud. Ces derniers se sont engagés à transmettre toutes les préoccupations soulevées aux autorités compétentes en prévision d'une indemnisation du déficit et des pertes, pour l'obtention d'un plus grand soutien et la création d'une structure réservée à la maintenance des avions, et ce par souci d'assurer aux clients des prestations au niveau de leurs aspirations, précise la même source.

Tassili Airlines est une compagnie aérienne nationale, devenue depuis 2005 filiale à 100% du groupe pétrolier public Sonatrach, spécialisée depuis mars 2013 dans le transport des professionnels des hydrocarbures, au service également du transport grand public domestique et international depuis novembre 2014.

INVESTISSEMENT

La levée d'obstacles sur des projets d'investissement est un message fort en direction de l'entreprise économique

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a salué, mardi dans un communiqué, le bilan du Médiateur de la République relatif à la levée des obstacles sur 679 projets d'investissements, «un message fort en direction de l'entreprise économique et aux chefs d'entreprises».

La CAPC «exprime son entière satisfaction» suite au bilan, présenté dimanche devant le Conseil des ministres, par le Médiateur de la République, Brahim Merad, dans le cadre de la mise en oeuvre de l'instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tendant à traiter les blocages des projets d'investissements sur le plan national et au cas par cas, selon le même texte.

La Confédération a rappelé que le

travail réalisé par M. Merad, en collaboration avec les médiateurs de la République au niveau des wilayas, a permis, «en un temps record», de lever des obstacles ayant bloqué 679 projets d'investissement sur un total de 877 en leur délivrant des autorisations d'exploitation et d'entrée en productions, ajoutant que ces projets sont répartis sur 40 wilayas avec une pe respective de création de 39.242 postes d'emploi.

L'organisation patronale a affirmé que «ces résultats expriment, sans aucun doute, la volonté du président de la République à mettre fin à toutes les contraintes administratives infondées qui bloquent des projets producteurs de richesses et d'emploi».

La Confédération algérienne du pa-

tronat citoyen «est convaincue que les résultats réalisés par le médiateur de la République est un message fort en direction de l'entreprise économique et aux chefs d'entreprises pour conjugué tous les efforts des acteurs économiques afin de relever le défi de bâtir une économie forte et prospère en encourageant les entreprises productrices de richesses et d'emplois», souligne-t-on dans le communiqué. La CAPC, qui renouvelle «son entière soutien et adhésion au projet de la relance économique», a rappelé qu'elle travaille en étroite collaboration avec le Médiateur de la République au niveau central mais également local, pour recenser et soumettre les dossiers de projets d'investissements bloqués.

PAIEMENT PAR INTERNET

Plus de 7,8 millions d'opérations effectuées en 2021

Plus de 7,8 millions opérations de paiement via internet ont été enregistrées durant l'année 2021 par les détenteurs des cartes interbancaires (CIB) et les cartes Edahabia d'Algérie Poste, a indiqué, mercredi à Alger, le directeur général du Groupement d'intérêt économique de la monétique, Madjid Messaoudene.

Intervenant lors de la 6ème édition du Forum "Rakmana", organisée par le Groupement algérien des acteurs du numérique (GAAN), M. Messaoudene a affirmé que les opérations de paiement électronique à travers la toile ont connu un développement "appréciable" en Algérie durant l'année 2021 atteignant les 7,8 millions d'opérations, contre 4,5 millions en 2020, soit une évolution de 70,25 %.

Le montant global des transactions effectuées par internet a atteint l'année dernière 11,200 milliards de dinars, contre 5,4 milliards de dinars enregistrés en 2020. S'agissant des opérations de paiement à travers les terminaux de paiement électronique (TPE), elles ont avoisiné, selon le responsable du GIE Monétique, les 2 millions sachant que le nombre de TPE en fonction au niveau national est de 40.000 appareils.

Le directeur général du GIE Monétique

a fait savoir, par ailleurs, que la plateforme d'intégration du paiement électronique "CIBWeb.dz" a permis de certifier 153 web-marchands dont des grandes entreprises publiques et privées qui ont intégré le paiement électronique sur internet auprès de leurs clientèles détentrices des cartes bancaires et postales.

M. Messaoudene a ajouté que le GIE monétique avait reçu plus d'une centaine de demandes émanant d'acteurs économiques et commerciaux voulant être certifié et homologué en tant qu'acteurs web-marchand. Cet intérêt démontre, a-t-il souligné, «la confiance des usagers manifestée à l'égard du système de paiement en ligne qui est sécurisé par l'installation des infrastructures techniques aux standards internationaux».

De son côté, la directrice générale d'Algérie Poste, Baya Hanoufi, a fait état d'une hausse de 400 % des opérations de paiement électronique effectuées par les détenteurs de la carte Edahabia à travers les TPE durant l'année 2021.

Algérie Poste a distribué à ce jour plus de 8 millions de cartes Edahabia et enregistre plus de 150.000 demandes quotidiennes de nouvelles cartes, a précisé Mme Hanoufi, alors que le nombre total

de détenteurs de comptes courants postaux (CCP) avoisine les 24 millions. "Au jour d'hui, il y a une véritable nécessité de passer au paiement électronique des différents services. Cela va permettre de désengorger considérablement les agences d'Algérie postes, sachant que la majorité des opérations effectuées au sein de nos agences concernent le retrait d'argent et le paiement des factures (eau, électricité, gaz, téléphones et autres)", a relevé également la directrice générale d'Algérie Poste. Le regroupement du réseau des distributeurs automatiques de billets (DAB) et des guichets automatiques bancaires (GAB) au niveau national dans le cadre d'un récent accord conclu entre Algérie Poste et le réseau interbancaire a constitué une "réussite" et va booster le paiement électronique, a souligné Mme Hanoufi.

Appel à la révision du cadre fiscal et juridique

Par ailleurs, la 6ème édition du Forum "Rakmana" a été une occasion de débattre de la situation et des contraintes rencontrées par les acteurs de l'e-commerce et le paiement en Algérie. A ce propos, il a

été souligné par le président du GAAN, Bachir Tadj Eddine, de la nécessité de la révision du cadre juridique du commerce électronique, notamment la loi 18-05 du 10 mai 2018.

Affirmant qu'il est devenu "urgent de procéder à la révision de ce texte de loi en tenant compte des évolutions intervenues", M. Tadj Eddine a affiché la disponibilité des membres du GAAN a formulé des propositions dans ce domaine et à les soumettre au gouvernement.

L'autre préoccupation soulevée par le président de la GAAN est celle portant sur le taux de 19 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) institué sur les opérations de commerce électronique dans le cadre de la loi de finances 2022, alors qu'il était de 9 % auparavant.

"Cette nouvelle taxe de 19 % est venu complètement à l'opposé de ce que nous réclamions à savoir la suppression d'impôts pour l'e-commerce durant trois ans afin d'inciter les commerçants et les clients à l'utilisation des moyens de paiement électronique", a-t-il mentionné, tout en alertant sur l'émergence d'un "marché parallèle sur Internet plus important que le marché parallèle actuel".

ENERGIE

La demande totale de pétrole devrait atteindre 99,7 mb/j en 2022, selon l'AIE

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a revu en hausse ses prévisions de la demande de pétrole, estimant, dans son rapport mensuel, que la demande totale devrait atteindre 99,7 millions de barils par jour (mb/j) en 2022.

Son estimation de la demande a été revue en hausse de 200.000 barils par jour pour 2021 et 2022, soit désormais une augmentation prévue respectivement de 5,5 mb/j, puis 3,3 mb/j. «Le nombre de cas de Covid explose au niveau mondial, mais les mesures prises par les gouvernements pour contenir le virus sont moins sévères que lors des vagues précédentes et leurs effets sur l'activité économique et la demande pétrolière restent relativement contenus», a souligné l'agence, en notant que «l'équilibre offre/demande s'avère plus serré qu'anticipé



jusqu'aujourd'hui». «Si la demande continue d'augmenter fortement ou si l'offre déçoit, le faible niveau des stocks et le

rétrécissement des capacités de réserve (de production) signifient que les marchés pétroliers pourraient vivre une nouvelle année de volatilité en 2022», est-il écrit dans le rapport. L'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) avait maintenu mardi ses prévisions de hausse de la demande mondiale d'or noir en 2022, qui franchirait 100 millions de barils par jour (100,8). Mercredi, dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, progressait de 0,31% à 87,82 dollars, contre 87,51 dollars la veille. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour échéance en février, avançait de 0,67% à 86 dollars.

PÉTROLE

Le Brent dépasse 88 dollars hier à Londres

Les cours du pétrole continuaient de grimper mercredi, dépassant les 88 dollars le baril de Brent. En début d'après-midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour échéance en mars était en hausse de 1,25% à 88,60 dollars. Il avait grimpé jusqu'à 89,05 dollars le baril en début de séance. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en février gagnait 1,49% à 86,09 dollars. Il avait atteint 87,08 dollars en

séance. L'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) avait maintenu mardi ses prévisions de hausse de la demande mondiale d'or noir en 2022, qui franchirait 100 millions de barils par jour (100,8). L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a, quant à elle, revu en hausse ses prévisions de la demande de pétrole, estimant, dans son rapport mensuel, que la demande totale devrait atteindre 99,7 millions de barils par jour (mb/j) en 2022.

AUTOMOBILE

Le passage au tout électrique crée un risque social, assure Tavares

L'interdiction, voulue par la Commission européenne, de vendre des voitures à essence et diesel à partir de 2035, «créant un risque social», estime le directeur général du constructeur Stellantis Carlos Tavares, dans une interview à quatre quotidiens européens publiée mardi. «Ne pas regarder l'ensemble du cycle de vie des voitures électriques est évidemment très restrictif», déclare le dirigeant aux quo-

tidien français Les Echos, allemand Handelsblatt, italien Corriere della Sera et espagnol El Mundo. «Avec le mix énergétique européen, un véhicule électrique doit rouler 70.000 km pour compenser la mauvaise empreinte carbone de fabrication de la batterie et commencer à creuser l'écart avec un véhicule hybride léger», assure-t-il. «On sait aussi qu'un véhicule hybride léger coûte moitié moins qu'un véhi-

cule électrique», observe M. Tavares. «Il ne faut pas perdre de vue non plus que nous risquons (...) de perdre les classes moyennes qui ne pourront plus acheter de voiture et qu'il y aura des conséquences sociales.» «Il est donc trop tôt pour dire si l'approche européenne est raisonnable», lance-t-il avec une certaine ironie, plaçant une nouvelle fois pour le maintien des véhicules hybrides.

CHICAGO

Le blé rebondit, épaulé par le pétrole et le temps sec aux Etats-Unis

Les cours du blé ont rebondi mardi après trois séances de baisse consécutives, aidés par la flambée du pétrole ainsi que par le temps sec aux Etats-Unis dans les plaines du sud. L'indicateur de sécheresse (Drought Monitor), publié par l'université de Nebraska-Lincoln et le Centre national de gestion de la sécheresse, a montré que Kansas, Oklahoma et Montana subissaient, par endroits, une sécheresse «ex-

trême». Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mars 2022 a gagné 3,70% à 76,900 dollars contre 74,150 dollars vendredi. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison le même mois a gagné 0,67% à 5,9950 dollars contre 5,9625 dollars à la précédente clôture. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mars a lâché 0,62% à 13,6125 dollars contre 13,6975 dollars vendredi.

EMPLOI

207 millions de personnes seront au chômage en 2022 (OIT)

Quelque 207 millions de personnes seront au chômage cette année a alerté lundi, l'Organisation internationale du travail (OIT), notant que de nombreux facteurs seraient à l'origine de cette situation, même si l'une des causes principales avancées, est «la poursuite de la pandémie et de ses variants, notamment Omicron». Pour l'OIT, le marché mondial de l'emploi mettra plus de temps à se rétablir dans le monde, avec des niveaux de chômage devant rester au moins supérieurs à ceux d'avant la pandémie de Covid-19 jusqu'en 2023.

«La relance s'avère lente et incertaine», a d'ailleurs déclaré, le Directeur général de l'OIT Guy Ryder, lors d'un

point de presse à Genève. L'agence onusienne basée à Genève a ainsi revu à la baisse ses prévisions sur la relance du marché du travail dans le monde pour cette année, affirmant «anticiper» un impact de la pandémie, avec un déficit global en heures travaillées équivalent à 52 millions d'emplois à temps plein par rapport au quatrième trimestre de 2019.

C'est deux fois plus que ce que l'OIT prévoyait encore en mai 2021, selon le rapport sur les tendances 2022. En mai 2021, l'Organisation onusienne tablait sur un déficit à 26 millions d'emplois équivalents temps plein. Même si cette dernière estimation constitue une amélioration



par rapport à la situation en 2021, elle demeure près de 2% inférieure au nombre global d'heures travaillées avant la pandémie. D'une certaine manière, cette révision à la baisse des prévisions pour 2022 est le reflet des conséquences que font peser sur le monde du travail les récents variants du nouveau coronavirus, comme le Delta et l'Omicron. Elle révèle aussi une «grande incer-

titude» quant à la suite de la pandémie de Covid-19. «Nous ne nous remettrons pas de cette pandémie sans une reprise de grande envergure du marché du travail. Et pour être durable, cette reprise doit se baser sur les principes du travail décent, y compris en matière de santé et de sécurité, d'égalité, de protection sociale et de dialogue social», a alerté M. Ryder.

ROYAUME-UNI

L'inflation atteint 5,4% en décembre 2021

L'inflation au Royaume-Uni a atteint 5,4% en décembre dernier, sur un an, a indiqué mercredi l'Office national britannique des statistiques (ONS). «L'indice des prix à la consommation (CPI) est monté à 5,4% sur les douze mois jusqu'en décembre 2021, contre 5,1% en novembre de la même année», a précisé l'office, soulignant qu'il s'agit du niveau «le plus élevé depuis mars 1992, quand l'inflation se situait à 7,1%».

«Les prix alimentaires ont encore grimpé fortement tandis que les hausses dans les meubles et vêtements ont également poussé l'inflation annuelle», a commenté Grant Fitzner, économiste de l'ONS. Il a ajouté que les prix de l'essence, qui sont à «des prix record mais sont restés stables pour ce mois», ont toutefois atténué l'envolée. «Les prix du gaz naturel ont atteint des records historiques ces derniers mois, les prix des restaurants et hôtels pendant cette période de fêtes de fin d'année ont également contribué au bond des prix, aggravé par les problèmes de chaîne d'approvisionnement rencontrés au Royaume-Uni comme dans d'autres pays», relève l'ONS. L'Office souligne aussi que «les prix des matières premières et salaires, également en nette progression, ont amené de nombreuses entreprises à hausser leurs prix de vente».

ALLEMAGNE

L'inflation atteint 5,3% en décembre 2021

L'inflation en Allemagne a atteint 5,3% en décembre sur un an, selon des données publiées mercredi par l'office allemand des statistiques Destatis. Ce taux d'inflation est justifié par «la hausse des prix de l'énergie» et «des pénuries de biens», selon l'office. Les prix de l'énergie ont grimpé en moyenne de 10,4% en 2021, après un recul de 4,8% l'année d'avant. Côté denrées alimentaires, la hausse est de 3,2% et de 2,4% dans les services. Les pénuries de matières premières et de composants qui touchent de nombreuses chaînes d'approvisionnement expliquent cette poussée des indicateurs, de même qu'un effet de base lié à la baisse de 3 points de la TVA sur la seconde partie de 2020 pour soutenir la consommation, au sortir de la première vague de Covid-19. Courant 2022, l'inflation «devrait s'atténuer à mesure que la situation se détend sur le plan des prix de l'énergie et que la pénurie de biens intermédiaires se résorbe progressivement», selon le ministère allemand de l'Economie. L'indice des prix harmonisé, qui sert de référence au niveau européen, a affiché une hausse de 5,7% en décembre sur un an, dépassant largement l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) d'une inflation à 2% dans la zone euro.

MARCHÉS

Les céréales soutenues par la demande mondiale

Les prix du blé étaient ancrés dans le vert mercredi sur le marché européen, aidés par la demande soutenue et la météo outre-Atlantique.

Sur Euronext, le prix du blé tendre gagnait 3,75 euros à 271,50 euros la tonne sur l'échéance de mars et quatre euros sur celle de mai à 269,75 euros la tonne, pour plus de 24.600 lots échangés. Les prix du maïs étaient en hausse de 3,50 euros sur l'échéance de mars à 243,75 euros la tonne et de trois euros sur celle de juin à 245,50 euros la tonne, pour environ 860 lots échangés.

«Une vague de froid sévit actuellement aux USA suscitant des craintes sur les blés d'hiver fragilisés par le déficit hydrique de cet automne», constate Agritel. «Demeure également que d'un point de vue géopolitique, les tensions entre l'Ukraine et la Russie suscitent des craintes sur le commerce mondial en cas de conflits déclarés», observe également le cabinet spécialisé. Côté demande, «les importations de maïs par la Chine restent très soutenues avec 28,35 millions de tonnes importées sur l'année civile 2021 à comparer à 11,3 millions de tonnes en 2020», rapporte Agritel. «Les importations en blé se sont affichées à 9,77 millions de tonnes contre 8,38 millions en 2020», ajoute-t-on de même source.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED Report au 26 janvier du procès des accusés dans l'affaire du groupe «Benamor»

Le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé, mercredi, de reporter au 26 janvier le procès des accusés dans l'affaire du groupe agroalimentaire «Benamor», et ce, à la demande des accusés en raison de la grève des avocats.

Ce procès avait déjà fait l'objet d'un report à la demande du collectif de défense.

Sont poursuivis dans cette affaire les propriétaires du groupe ainsi qu'une vingtaine d'accusés, dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, pour dilapidation de deniers publics, blanchiment d'argent, obtention d'indus privilégiés et exploitation illégale de terres agricoles.

Le Pôle pénal a également décidé de reporter au 26 janvier le procès de l'ancien wali de Médéa, Mustapha Layadi, poursuivi dans une autre affaire pour octroi de biens fonciers de manière illégale.

M'SILA Saisie de plus de 2000 quintaux de blé et de son

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi récemment 2.131 quintaux (213,1 tonnes) de blé tendre et dur ainsi que du son destinés à la contrebande, dans plusieurs opérations, a rapporté mercredi la cellule de communication de ce corps constitué.

Les opérations ont été concrétisées suite à des contrôles effectués par les éléments de la Gendarmerie nationale ciblant les locaux commerciaux et des hangars de stockage de ces produits subventionnés, a précisé la même source, détaillant que les concernés ne possèdent aucune autorisation justifiant le stockage de ces produits. La quantité de blé saisie a été acheminée vers l'Office national des aliments de bétail (ONAB) de M'sila, ont expliqué les mêmes services, rappelant que la contrebande touchant lesdits produits vise à vendre le quintal de blé tendre et dur et le son à 4.000 DA comme aliment de bétail, alors qu'habituellement le quintal de ces produits est cédé à 2.000 DA pour les transformer en farine ou en semoule.

A signaler que la forte demande des fourrages secs par les éleveurs de bétail dans la wilaya de M'sila est à l'origine de la contrebande, a conclu la même source.

CONSTANTINE Un mort dans un accident de la route dans la zone industrielle Palma

Un (1) homme a trouvé la mort dans un accident de la route, survenu mercredi, dans la zone industrielle Palma, au chef-lieu de la wilaya de Constantine, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction locale de la Protection civile (DPC). Il s'agit d'un véhicule de tourisme qui a heurté une personne, avant d'entrer en collision avec une autre voiture plus exactement à proximité du groupe pharmaceutique Saïdal, au chef-lieu de wilaya, a indiqué la cellule de l'information et de la communication de la DPC. L'accident qui s'est produit vers 07h50 a provoqué le décès sur le coup d'une personne âgée de 68 ans, a-t-on affirmé, soulignant que la victime a été acheminée à la morgue du centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr. Benbadis.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territoriale compétents afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 9 décès et 138 blessés en 24 heures

Neuf (9) personnes sont décédées et 138 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant ces dernières 24 heures travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué mercredi un communiqué de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Relizane avec 04 décès, suite à un dérapage d'un camion dans une descente, suivie d'une collision avec 02 véhicules, survenus sur le chemin wilaya N 29, commune de Hamri,

daïra de Djidioua, précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont enregistré le décès de 4 personnes par le monoxyde de carbone CO émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Boumerdes (03) et d'Ain Témouchent (01).

Ils sont intervenus également pour prodiguer des soins de première urgence à 18 personnes incommodées par le monoxyde de carbone CO à travers les

BOUMERDES Report du procès en appel d'Abdelghani Hamel et d'un nombre de responsables au 9 février prochain

La Chambre pénale près la Cour de justice de Boumerdes a reporté, mercredi, au 9 février prochain, le procès en appel de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, de son fils et d'anciens walis et ex-cadres de la wilaya de Tipasa, poursuivis pour "détournement de foncier agricole" et "trafic d'influence".

Le report du procès dans cette affaire, rouverte après un pourvoi en cassation interjeté auprès de la Cour suprême, intervient à la demande des accusés, qui ont avancé l'absence du collectif de défense, en grève depuis dimanche dernier.

Ce procès en appel a connu plusieurs reports.

Il a été inscrit au rôle une première fois le 22 septembre dernier, avant d'être reporté successivement au 27 octobre dernier, puis au 24 novembre, au 15 décembre et au 19 janvier (aujourd'hui), pour être de nouveau reporté pour le 9 février prochain.

Le tribunal de première instance de Boumerdes avait rendu le 4 juin 2020 son verdict dans cette affaire, en condamnant l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel et l'ancien wali de Tipasa Moussa Ghelal à douze ans (12 ans) de prison ferme. Il a, égale-



ment, confirmé la peine de 10 ans de prison ferme contre chacun des ex-walis de Tipasa, Kadi Abdelkader et Layadi Mustapha, ainsi que la peine de trois (3) ans de prison ferme contre Chafik Hamel (fils de l'ancien DGSN) et Salim Djai

Djai, ex-chef de la sûreté de wilaya de Tipasa.

La même juridiction a condamné, dans le cadre de la même affaire, à 4 ans de prison avec sursis l'ancien ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, et à 5 ans de prison ferme l'ancien directeur

des domaines de Tipasa, Ali Bouamrane. Une peine de deux (2) ans de prison ferme a été prononcée contre l'ancien directeur de l'Industrie et des mines de Tipasa, Haddou Abderrezak, et l'ancien Conservateur foncier de Koléa, Mohamed Bouamama, outre une année ferme contre l'investisseur privé Zerad Abdelhakim.

L'ancien Directeur général des Domaines, Khezadji Djamel, cité dans cette affaire, a été acquitté.

Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, notamment "détournement de foncier agricole", "abus de fonction", "trafic d'influence", et "bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents de l'Etat à l'effet d'augmenter les prix et modifier la qualité des matériaux, des services et des délais de livraison".

AFFAIRE DU GROUPE AMENHYD 4 ans de prison ferme pour Sellal et 5 ans à l'encontre de Necib

Le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, mercredi, à 4 ans de prison ferme l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal et à une peine de 5 ans de prison ferme l'ancien ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, poursuivis pour corruption dans l'affaire du groupe «Amenhyd».

Dans la même affaire, le président directeur général du groupe «Amenhyd», Djamel Eddine Chelghoum, a été condamné à une peine de 8 ans de prison ferme. D'autres membres de la famille Chelghoum ont été condamnés à la prison ferme dans le cadre de la même affaire. Il s'agit d'Abdelaziz Chelghoum qui a écopé de 6 ans de prison ferme, tandis qu'Abdelkader, Ali et Mohamed El Bachir ont été condamnés à 4 ans de prison. Les peines ont été assorties d'une

amende d'un million DA pour Abdelmalek Sellal et Hocine Necib, et 8 millions DA pour chacun des membres de la famille Chelghoum.

Hadjri Darouf et Mohamed Hattab, respectivement ancien walis de Relizane et de Sidi Bel Abbès, ont été, pour leur part, condamnés dans cette affaire à 18 mois de prison ferme, tandis que Abdelkader Zoukh, ancien wali d'Alger, a écopé d'un an de prison ferme.

Deux anciens directeurs généraux de l'Algérienne des Eaux (ADE), en l'occurrence Abdenour Ait Mansour et Amirouche Ismail, ont été condamnés respectivement à 3 ans et 2 ans de prison ferme.

Le tribunal a prononcé des acquittements pour l'ancien secrétaire général du ministère des Ressources en eau,

Belkateb Belhadj, et l'ancien wali de Ain Defla, Abbas Kamel.

Concernant les personnes morales impliquées dans cette affaire, elles ont été condamnées par le tribunal à verser une amende de 32 millions de DA.

Les principaux chefs d'accusation retenus contre les accusés sont dilapidation de deniers publics, abus de fonction et octroi d'indus avantages pour permettre aux propriétaires du groupe Amenhyd d'obtenir des projets d'investissement au gré à gré simple notamment dans l'hydraulique à travers plusieurs régions du pays.

Des peines allant de 4 à 8 ans de prison ferme avaient été requises à l'encontre des principaux accusés par le Procureur de la république près le tribunal de Sidi M'hamed.

MÉDÉA Saisie de plus de 220 tonnes d'aliment de bétail et de dérivés de céréales

Une importante quantité d'aliment de bétail et de dérivés de céréales, estimée à plus de 220 tonnes, a été saisie par la gendarmerie de Médéa, dans le cadre d'une opération de lutte contre la spéculation, a-t-on appris, mardi, auprès du groupe territorial de ce corps sécuritaire. Des stocks de son, orge, maïs, blé dur, aliment de bétail et autres dérivés de céréales, ont été saisis au niveau d'un

local de vente en gros, lors d'une opération de contrôle menée conjointement avec les services de répression des fraudes de la direction locale du commerce et les services agricoles, après constat de multiples infractions à la législation en matière de pratiques commerciales, a-t-on indiqué. Outre l'absence de facturation des transactions commerciales effectuées, à l'achat comme à la

vente, par le commerçant en question, les produits écoulés par ce dernier auprès d'agriculteurs et d'éleveurs de la région étaient cédés au double du prix d'achat, voir le triple pour certains des produits objet de pratique spéculative, a précisé la même source. Une procédure judiciaire, pour défaut de facturation et spéculation, a été engagée à l'encontre du commerçant mis en cause, a-t-on conclu.

travers le territoire national, portant sur la pandémie de Covid-19, rappelant aux citoyens la nécessité du port de la bavette, le respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation physique.

Les unités de la Protection civile ont effectué également 12 opérations de désinfection générale à travers le territoire national, a souligné le communiqué, relevant que ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

MÉTÉO

2021, une des sept années les plus chaudes jamais enregistrées

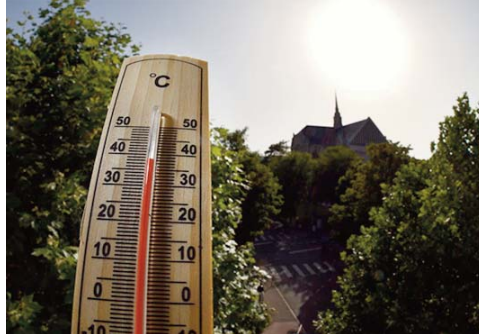
2021 reste l'une des sept années les plus chaudes jamais enregistrées, a fait savoir mercredi l'Organisation météorologique mondiale (OMM), bien que les températures moyennes mondiales aient temporairement baissé sous l'effet des épisodes La Nina de 2020-2022.

Le réchauffement de la planète et les autres tendances à long terme du changement climatique devraient se poursuivre en raison des niveaux records de gaz à effet de serre (GES) présents dans l'atmosphère, selon la synthèse de six grands jeux de données internationales (fondés sur les relevés climatologiques mensuels des stations d'observation et des réseaux maritimes mondiaux de navires et de bouées) réalisée par l'OMM.

En 2021, la température moyenne sur la planète était supérieure d'environ 1,11 C (0,13 C) à sa valeur préindustrielle (période 1850-1900).

Il ressort de tous les jeux de données analysés, selon un communiqué de l'organisme onusien, que pour la septième année consécutive (2015-2021), la température mondiale a dépassé de plus de 1 C, les niveaux préindustriels.

Depuis les années 1980, chaque décennie est plus



chaude que la précédente.

Tendance devrait se poursuivre à l'avenir.

Les sept années les plus chaudes ont toutes été enregistrées depuis 2015, selon l'OMM, qui fait autorité pour les questions relatives au temps, au climat et à l'eau.

Les années 2016, 2019 et 2020 arrivent en tête du classement. L'année 2016 a été mar-

quée par un épisode El Nino d'une intensité exceptionnelle, qui a contribué à un réchauffement moyen record à l'échelle mondiale, selon le texte. «En raison d'épisodes La Nina consécutifs, le réchauffement des températures a été relativement moins prononcé en 2021 qu'au cours des dernières années. L'année 2021 a tout de même été plus chaude

que celles qui ont subi l'influence de La Nina dans un passé récent», indique le Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, cité dans le communiqué.

Le réchauffement global à long terme dû à l'augmentation des GES, «est désormais bien plus marqué que la variabilité annuelle de la moyenne des températures du globe causée par des facteurs climatiques naturels», a-t-il ajouté, notant que l'année 2021 «restera dans les mémoires en raison d'un record de température de près de 50 C enregistré au Canada».

Le phénomène La Nina correspond au refroidissement à grande échelle des eaux de surface dans le centre et l'est du Pacifique équatorial, associé à des variations de la circulation atmosphérique tropicale. Ses effets sur le temps et le climat sont en général à l'opposé de ceux de l'anomalie El Nino.

INDE

Trois morts dans une explosion à bord d'un vieux navire de guerre indien

Trois personnels de la marine indienne ont été tués dans une explosion sur l'un des plus anciens destroyers de l'Inde dans un chantier naval de Bombay, dans l'ouest du pays, ont indiqué les autorités.

Selon un communiqué de la marine indienne publié mardi soir, l'explosion s'est produite dans un compartiment, à l'intérieur du navire de guerre INS Ranvir.

«Aucun dommage matériel n'a été signalé (...) une commission d'enquête a été chargée de déterminer l'origine» de l'explosion, a précisé la marine.

La chaîne NDTV a indiqué, citant des sources, que l'incident «n'était pas lié à l'explosion d'armes ou de munitions».

Selon d'autres informations de presse, onze personnes ont également été blessées et sont soignées dans un hôpital de la marine.

L'INS Ranvir est l'un des plus anciens navires de guerre de la marine indienne, construit dans l'ex-Union soviétique et mis en service en avril 1986.

«L'INS Ranvir était en déploiement opérationnel sur la côte Est depuis novembre 2021», a ajouté la marine.

FRANCE

Prison à perpétuité requise contre un homme qui voulait «connaître la sensation d'ôter la vie»

La prison à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 22 ans a été requise mardi à l'encontre d'un jeune homme jugé par la cour d'assises de Nîmes (Gard), dans le sud de la France, pour avoir tué une femme afin de «connaître la sensation d'ôter la vie».

«Je vous demande de prononcer une peine d'élimination, votre main ne doit pas trembler», a lancé à la fin de son réquisitoire l'avocat général, Stéphane Bertrand, en qualifiant l'accusé de «bombe à retardement»: «Il ne doit pas penser qu'il a une possibilité de sortir», a insisté le magistrat.

Le 21 juin 2018, Mathieu Danel, jeune homme jusque-là sans histoire, se présentait au commissariat de sa ville natale de Montélimar (Drôme) pour avouer un homicide commis deux jours plus tôt à Sommières, dans le Gard: après avoir diné avec sa future victime, une femme qu'il avait prise en auto-stop, il l'avait tuée de plusieurs coups d'une dague de chasse achetée trois semaines plus tôt.

La victime, Claire Reynier, 39 ans, avait reçu 17 coups de dague, portés avec une «très grande violence», dont le dernier, mortel, avait atteint le coeur en transperçant le sternum, selon le médecin légiste.

La peine requise est «une peine lourde, très lourde, une peine d'élimination, que l'on retrouve pour les crimes les plus graves», comme ceux du 13 novembre 2015 au Bataclan à Paris, a regretté l'avocat de Mathieu Danel.

ESPAGNE

Six morts dans l'incendie d'une maison de retraite

Six pensionnaires d'une maison de retraite sont décédés et deux autres ont été sérieusement blessés lors d'un incendie survenu dans leur établissement dans la nuit de mardi à mercredi en Espagne, selon un nouveau bilan fourni par les services de secours.

L'incendie s'est produit vers 23h20 dans une résidence médicalisée pour personnes âgées située dans la commune de Moncada, près de Valence, dans l'est du pays. Les médecins avaient initialement donné un bilan de cinq morts et trois blessés graves, mais le bilan s'est alourdi mercredi matin avec le décès de l'une des personnes prises en charge par les secours. «Je confirme qu'une sixième personne est décédée, une autre personne âgée», a déclaré une porte-parole des services de secours, alors que les autorités locales ont déclaré un deuil de trois jours à Moncada. Selon les services

de secours, les six victimes sont trois femmes âgées de 78, 89 et 95 ans et trois hommes de 67, 79 et 85 ans.

Neuf camions de pompiers ont été déployés pour venir à bout de l'incendie, qui a ravagé l'une des ailes de la résidence. Dix ambulances ont également été dépêchées sur les lieux, se sont les services de secours, qui ont évacué 71 personnes. La maire de Moncada, Amparo Orts, a assuré sur la radio publique espagnole RNE que le bâtiment touché par les flammes avait été «très sévèrement endommagé», précisant ne pas être certaine que la résidence puisse continuer à fonctionner.

Selon des médias locaux, l'incendie pourrait avoir été provoqué par un court-circuit sur une machine d'alimentation en oxygène dans l'une des chambres de l'établissement, mais Mme Orts a assuré qu'il était «trop tôt» pour connaître la

cause du sinistre. «Nous avons décrété trois jours de deuil officiel à partir d'aujourd'hui», a ajouté la maire, en précisant que les autorités locales appelaient à observer une minute de silence devant la mairie mercredi midi.

Le président de la région de Valence, Ximo Puig, s'est rendu sur les lieux et a présenté ses condoléances aux proches des victimes de l'incendie.

«L'essentiel à ce stade est que les blessés se rétablissent», a déclaré l'élu sur la radio RNE, en précisant que des enquêteurs étaient actuellement sur place pour déterminer la cause de cette tragédie.

«Mes condoléances aux familles des personnes décédées».

Nous suivons avec inquiétude l'évolution de l'état des blessés.

Tout notre soutien pour eux et pour la ville», a tweeté le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez.

CAMION CHARNIER

Un Vietnamien condamné à 15 ans de prison en Belgique

Un Vietnamien de 45 ans a été condamné mercredi en Belgique à quinze ans de prison ferme pour avoir joué un rôle prépondérant dans le trafic de migrants qui a abouti à la mort de 39 de ses compatriotes dans un conteneur en 2019.

Vo Van Hong était considéré dans le volet belge de l'enquête comme le leader de l'organisation ayant agi

depuis Bruxelles, où avaient été prises en charge au moins 15 des victimes. Le réseau de trafiquants disposait de deux planques dans la commune bruxelloise d'Anderlecht.

Au total 39 cadavres, --31 hommes et huit femmes originaires du Vietnam, âgés de 15 à 44 ans-- avaient été retrouvés le 23 octobre 2019 à l'arrière d'un camion dans la zone industrielle de Grays, à

l'est de Londres. Ils sont morts d'asphyxie et d'hyperthermie en raison de la chaleur et du manque d'oxygène dans l'espace confiné du conteneur.

Ce dernier était arrivé sur le sol britannique en provenance du port belge de Zeebrugge, et une enquête avait rapidement été ouverte en Belgique pour y identifier les relais de ce trafic d'êtres humains ayant agi depuis le

territoire belge. Au total 23 personnes, principalement des Vietnamiens ou Belges d'origine vietnamienne, ont été jugées en décembre 2021 devant le tribunal correctionnel de Bruges.

Dans le prononcé du jugement, entamé mercredi vers 9h30 (08h30 GMT), le président du tribunal devait détailler les responsabilités de chacun.

TONGA

Des images montrent les îles Tonga dévastées après une éruption et un tsunami

Les îles Tonga apparaissent dévastées, avec des pans entiers de leur territoire couverts de cendres ou ravagés par un tsunami, montrent de nouvelles images satellitaires parues mardi, sur lesquelles le volcan qui a fait éruption samedi semble presque entièrement englouti dans l'océan Pacifique.

Trois jours après l'éruption qui a provo-

qué le tsunami et fait trois morts, selon l'ONU, l'étendue des dégâts reste mal connue dans ce petit royaume de 100.000 habitants, coupé du monde après la rupture du câble le reliant au réseau internet.

L'éruption volcanique, entendue jusqu'en Alaska (Etats-Unis), à plus de 9.000 km de là, a été la plus importante enregistrée depuis des décennies: un

énorme champignon de fumée de 30 km de haut, qui a dispersé cendres, gaz et pluies acides à travers la région Pacifique, immédiatement suivi du déclenchement d'un tsunami. Des vagues de 15 mètres de haut ont été enregistrées, a témoigné le gouvernement des Tonga dans un communiqué. Elles ont déferlé sur la capitale Nuku'alofa, dont les habitants ont fui vers

les hauteurs, laissant derrière eux des maisons inondées, tandis que des roches et de la cendre tombaient du ciel.

Trois personnes ont été tuées et «un certain nombre» ont été blessées, a ajouté le gouvernement sur Twitter, qualifiant l'explosion du volcan de «désastre sans précédent».

EDUCATION - COVID-19

M. Belabed salue «le suivi minutieux» de la situation sanitaire au niveau des établissements éducatifs

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed a souligné, mardi à Alger, l'importance «d'un suivi minutieux» de la situation sanitaire au niveau des établissements éducatifs, préconisant «une application rigoureuse du protocole sanitaire pour endiguer la pandémie», a indiqué un communiqué du ministère.

Présidant les travaux d'une conférence nationale, tenue en présence des directeurs de l'Éducation et de cadres de l'Administration centrale via visioconférence, consacrée à l'évaluation de la situation sanitaire au niveau des établissements éducatifs, M. Belabed a souligné «l'importance d'un suivi minutieux de la situation sanitaire au niveau des établissements éducatifs en parfaite coordination avec les directions de la santé dès l'apparition de cas suspects ou confirmés, et la prise des mesures stipulées dans la circulaire interministérielle N° 01 du 10 janvier 2021 portant renforcement du dispositif sanitaire de prévention et de lutte contre Covid-19 en milieu scolaire.

M. Belabed a également insisté sur «l'importance d'une mobilisation générale pour endiguer efficacement la pandémie, en veillant à un suivi régulier de la situation sanitaire au niveau de ces établissements, et l'application rigoureuse du protocole sanitaire.

Il a souligné, dans ce sens, l'impératif de «relancer les cellules de suivi, sous la supervision directe des directeurs de l'Éducation avec la garantie d'une information juste pour rassurer à la fois les parents et l'opinion publique et ne pas tomber dans le piège de la panique résultant de la propagation de rumeurs».

Il a insisté, en outre, sur l'importance de «la coordination avec les directeurs des établissements éducatifs pour élaborer une stratégie pour l'action de sensibilisation et le respect des règles préventives, en rappelant l'importance de la vaccination, meilleur moyen de protection et de prévention».

A cet effet, le ministre a rappelé «les efforts importants consentis pour la production d'un vaccin local». La réunion a été une occasion propice pour «donner les instructions et orientations nécessaires pour un traitement efficace de la situation sanitaire actuelle».

TISSEMSILT

Vers le lancement d'une campagne de vaccination des fonctionnaires des instances publiques

Une vaste campagne de vaccination des fonctionnaires des instances publiques contre la Covid-19 sera lancée prochainement dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris mardi du wali, Abbes Badaoui.

Abbes Badaoui a annoncé, dans une allocution lors d'une rencontre consacrée à l'évaluation de la situation épidémiologique dans la wilaya, le lancement, avant la fin de la semaine en cours, d'une vaste campagne de vaccination de l'ensemble des fonctionnaires des instances publiques de la wilaya contre la Covid-19, dans le cadre des mesures d'urgence prises par les autorités de wilaya afin de se prémunir contre cette pandémie.

Pour cette opération, ont été mobilisées des équipes médicales et paramédicales des structures de l'administration publique, selon le même responsable.

Le wali a fait savoir que des espaces seront réservés prochainement pour la



vaccination contre le coronavirus au niveau des structures culturelles, de formation et de tourisme, dans le cadre des efforts visant à la généralisation de cette opération dans la wilaya, afin d'atteindre l'immunité collective.

Il a souligné aussi que les autorités

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

1359 nouveaux cas, 576 guérisons et 8 décès

Mille-trois-cent-cinquante-neuf (1359) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 576 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi le ministère de la Santé, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève



ainsi à 228 918, celui des décès 6 443 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 156 203. Par ailleurs, 39 patients sont actuellement en soins

intensifs, ajoute la même source.

En outre, 18 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 9 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 21 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

RADIO CHLEF

Emission de sensibilisation contre la Covid-19

La sensibilisation contre la quatrième de la Covid-19 a été au programme mardi d'une émission organisée par la Radio locale de Chlef afin d'informer les citoyens sur les mesures préventives pour faire face à la propagation du virus et réduire le nombre des cas d'infection.

"Cette initiative, qui intervient en pleine 4ème vague de la pandémie et de la hausse des cas d'infections, s'inscrit dans le cadre des missions de la Radio portant sur la sensibilisation et l'information des citoyens en pareilles situations dans le but de préserver la santé publique", a indiqué à l'APS le directeur de la Radio de Chlef, Mâamar Morsli.

L'équipe rédactionnelle de la radio a élaboré un "riche programme réparti sur deux volets, l'un portant sur la sensibilisation



et l'importance de se faire vacciner et l'autre sur l'information liée aux symptômes et aux moyens de se protéger contre les différentes souches de ce dangereux virus, a souligné le même responsable.

M. Morsli a fait état de l'adaptation de toutes les émissions et programmes de la radio à la sensibilisation contre la Covid-19 et l'accueil de représentants

de différents secteurs directement concernés par l'action de sensibilisation de par leur proximité avec les citoyens, dont celui de la santé et de la population, des affaires religieuses et des wakfs et du commerce, outre des parents d'élèves".

Les émissions du jour, telles que "Ousrati" (Ma famille), "Fadhae el Mostahlik" (Espace du consommateur) et "Maâ

El Moustamiine" (Avec les auditeurs) ont bénéficié d'une "très bonne interaction" de la part des auditeurs, notamment concernant les symptômes de l'infection par la Covid-19 et les moyens de la différencier des autres maladies, telles que le rhume et la grippe, outre les mesures préventives et la vaccination.

Selon le directeur de la radio de Chlef, la campagne de sensibilisation sur les risques de la 4ème vague du Coronavirus et l'impératif de la vaccination, se poursuivra à travers des spots et des émissions prévues dans la grille des programmes de la Radio.

M. Morsli a émis la possibilité d'organiser d'autres journées de sensibilisation pour cibler une grande partie des auditeurs de la Radio locale au niveau de la wilaya, voire même sur le plan régional.

TIZI-OUZOU

Plus de 800 infractions aux mesures préventives de la Covid enregistrées en 2021

Pas moins de 812 infractions aux mesures sanitaires préventives de la Covid-19 à l'intérieur des enceintes commerciales, ont été enregistrées l'année écoulée, 2021, à Tizi-Ouzou par les services de la sûreté de wilaya, rapporte mercredi un communiqué de cette institution sécuritaire.

Ces infractions ont donné lieu à la

fermeture immédiate, pour des durées allant de 10 à 15 jours, de 68 locaux commerciaux avec constitution d'une instruction judiciaire à l'encontre des commerçants contrevenants.

Les services de la même sûreté ont, également, procédé durant la même période à l'établissement de

774 mises en demeure et 76 propositions de fermeture. Dans le même sillage, ajoute le communiqué, il a été procédé depuis le début de l'année en cours à 178 sorties sur le terrain ayant permis le contrôle de 2202 locaux commerciaux, l'enregistrement de 16 infractions et l'établissement de 16 mises en demeure.

prises à l'encontre des gérants de locaux commerciaux qui ne respectent pas les mesures de prévention contre la covid-19, allant jusqu'à leur fermeture.

De même, il sera procédé, avant la fin de la semaine en cours, à la multiplication des campagnes de prévention et de sensibilisation contre la pandémie avec la participation de la Radio régionale de Tissemsilt et d'associations, selon le même responsable, qui a affirmé que "la situation épidémiologique dans la wilaya est maîtrisée actuellement". D'autre part, le chef de l'exécutif de wilaya a signalé qu'une enveloppe a été dégagée du budget de la wilaya afin de financer des ateliers pour la confection de masques de protection (bavettes). Une opération supervisée par les directions du tourisme, de l'artisanat et de l'enseignement et de la formation professionnels, dans le sillage des efforts déployés pour la prévention contre la Covid-19.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

OMS

La pandémie de Covid-19 « est loin d'être terminée »

La pandémie de Covid-19 «est loin d'être terminée», a averti mardi le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), mettant en garde contre l'idée que le variant Omicron est bénin.

«Omicron continue de déferler sur la planète. (...) Ne vous méprenez pas, Omicron provoque des hospitalisations et des décès, et même les cas les moins graves submergent les établissements de santé», a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus en conférence de presse à Genève (Suisse).

«Cette pandémie est loin d'être terminée et compte tenu de l'incroyable croissance d'Omicron dans le monde, il est probable que de nouveaux variants vont apparaître», a-t-il ajouté.

Le 11 janvier, l'Agence européenne des médicaments (EMA) avait estimé que bien que la maladie soit toujours en phase de pandémie, la propagation du variant Omicron allait transformer le Covid-19 en une maladie endémique avec laquelle l'humanité peut apprendre à vivre.

«Avec l'augmentation de



l'immunité dans la population - et avec Omicron, il y aura beaucoup d'immunité naturelle en plus de la vaccination -, nous avancerons rapidement vers un scénario qui sera plus proche de l'endémie citée», avait déclaré Marco Cavaleri, chef de la stratégie vaccinale de l'EMA, basée à Amsterdam.

D'autres ont également évoqué «le début de la fin»

de la pandémie avec Omicron.

Mais le patron de l'OMS se montre bien plus prudent: «Dans certains pays, les cas de Covid semblent avoir atteint un pic, ce qui laisse espérer que le pire de cette dernière vague est passé, mais aucun pays n'est encore sorti d'affaire».

Il s'est montré particulièrement préoccupé par le

fait que de nombreux pays ont de faibles taux de vaccination contre le Covid.

«Omicron est peut-être moins grave en moyenne, mais le récit selon lequel il s'agit d'une maladie bénigne est trompeur (et nuit à la réponse globale et coûte plus de vies), a estimé le Dr Tedros.

Il a estimé que «ce n'est pas le moment de baisser les bras et d'agiter le drapeau blanc», car il est encore «possible de réduire considérablement l'impact de la vague actuelle» grâce aux mesures de santé publique et aux vaccins.

Car, a-t-il dit, «les vaccins sont peut-être moins efficaces pour prévenir l'infection d'Omicron, et sa transmission, qu'ils ne l'étaient face aux variants précédents, mais ils restent exceptionnellement efficaces pour prévenir les formes graves de la maladie et les décès».

SELON L'ONU

La participation des femmes aux processus de paix s'est détériorée avec la pandémie

La situation des femmes défenseuses des droits humains et les perspectives de pleine participation des femmes à la construction de la paix se sont détériorées, a déclaré mardi la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet. Michelle Bachelet participait à un débat du Conseil de sécurité consacré au thème «Protéger la participation : lutter contre la violence ciblant les femmes dans les processus de paix et de sécurité».

La cheffe des droits de l'homme a rappelé qu'entre 1992 et 2019, seuls 13% des négociateurs, 6% des médiateurs et 6% des signataires des principaux processus de paix dans le monde étaient des femmes.

En termes de soutien, à peine 1% des financements dans les pays fragiles ou touchés par des conflits vont aux organisations de défense des droits des

femmes. «Et c'était avant que la pandémie ne frappe - et avant qu'une vague de conflits qui s'intensifient, de transitions politiques non démocratiques et de crises humanitaires désastreuses ne s'installe dans de nombreuses sociétés, réduisant davantage les droits des femmes», a-t-elle déclaré.

En 2020, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a vérifié 35 meurtres de femmes défenseuses des droits humains, journalistes et syndicalistes dans sept pays touchés par un conflit. Le nombre, qui est certainement sous-évalué, a dépassé le nombre confirmé de meurtres en 2018 et 2019.

Le HCDH a également documenté les tendances en termes d'attaques contre des femmes travaillant sur l'égalité des sexes, les questions relatives à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, la corruption, le droit du travail et

les conflits environnementaux et fonciers. Selon Mme Bachelet, dans toutes les régions, des femmes ont fait l'objet d'arrestations et de détentions, d'intimidation, de violence sexuelle et de harcèlement via des campagnes de diffamation.

L'intimidation et les représailles des acteurs étatiques et non étatiques contre les personnes qui coopèrent avec l'ONU restent également élevées, a-t-elle déclaré.

Face à ces défis, la Haute-Commissaire a estimé que la communauté internationale devait repousser les tentatives de remettre en cause les droits des femmes.

«Le travail de lutte contre la discrimination, l'inégalité, le déni de l'espace civique des femmes et la violence sexiste doit également être considéré comme une priorité pour la construction de la paix», a-t-elle conclu.

COVID-19

Le Japon instaure de nouvelles restrictions

Le Japon s'appretait mercredi à remettre en place des restrictions dans une grande partie du pays, dont Tokyo, face au nombre record d'infections au coronavirus auquel est confronté l'archipel, frappé par le variant Omicron.

Le gouvernement devait approuver plus tard dans la journée la mise en place de ces mesures dans 13 des 47 départements du pays, ainsi que l'a recommandé un comité d'experts mercredi matin, a déclaré à la presse le ministre chargé de la lutte contre le Covid-19, Daishiro Yamagiwa. Des mesures similaires étaient déjà en place dans trois autres



départements depuis le début du mois. Chaque département sera libre de choisir les restrictions qu'il souhaite introduire, qui incluront selon les médias

locaux la réduction des heures d'ouverture pour les restaurants. Le variant Omicron, très contagieux, provoque depuis plusieurs semaines une forte hausse

des contaminations au coronavirus dans le pays, qui a dépassé mardi les 30.000 cas au niveau national selon les calculs des médias, un record depuis le début de la pandémie. Le Japon a été relativement épargné par la pandémie, avec quelque 18.400 morts depuis début 2020. Il a également évité des mesures strictes de confinement, contrairement à de nombreux autres pays.

Après un démarrage lent, la campagne nationale de vaccination s'est accélérée et plus de 78% de la population du pays a désormais reçu deux injections.

Environ 1,2% a reçu une troisième dose.

COVID-19

La Tunisie enregistre 12436 nouvelles contaminations en 24 heures

La Tunisie a enregistré douze décès et 12436 nouvelles contaminations par le Covid-19 ces dernières 24 heures, sur un total de 43340 tests réalisés, soit un taux de positivité de 28,69%, a indiqué mercredi le ministère de la Santé. Selon le dernier bilan publié par le ministère, depuis l'apparition de la pandémie en Tunisie en mars 2020, 804353 cas d'infection au coronavirus ont été enregistrés dont 25846 sont morts et 708564 se sont rétablis.

D'après le même bilan, 71 nouvelles hospitalisations ont été enregistrées dans les établissements de santé publics et privés dont 136 personnes étaient en réanimation et 33 placées sous respirateurs artificiels.

Au total, 603 personnes atteintes de la COVID 19 sont actuellement hospitalisées, d'après le ministère de la santé.

BRÉSIL

Record absolu de contaminations par le Covid en 24 heures

Le Brésil a enregistré un nouveau record de contaminations par le Covid-19 en 24 heures, avec 137.103 cas, selon le dernier bilan fourni mardi par le ministère de la Santé.

Ce pays de 213 millions d'habitants, le deuxième le plus endeuillé de la planète par la pandémie derrière les Etats-Unis, déplore au total quelque 23,2 millions de cas et 621.517 morts depuis le début de 2020.

Le nombre de cas a explosé en janvier, en raison des fêtes de fin d'année et de l'arrivée du variant Omicron, qui se répand comme une traînée de poudre au Brésil.

Ce pays subit toujours avec plusieurs semaines de retard les vagues de Covid qui balaient l'Europe ou l'Amérique du Nord.

Le précédent record dans cet immense pays datait du 23 juin, quand 115.228 nouvelles contaminations avaient été enregistrées en 24 heures.

La moyenne sur les sept derniers jours se situait mardi soir à 83.204 contaminations.

Le nombre quotidien des nouveaux cas a dépassé 300.000 en moyenne

Le nombre quotidien des nouveaux cas de contamination par le Covid-19 a dépassé 300.000 en moyenne sur les sept derniers jours en France, ont annoncé mardi les autorités.

Ce chiffre s'élevait mardi à 464.769 contre 102.144 la veille, d'après les données publiées par Santé publique France.

Cela porte la moyenne sur les sept derniers jours à 309.433 cas quotidiens contre 281.965 le 11 janvier.

Ce calcul permet de lisser les écarts observés d'un jour à l'autre, souvent artificiellement créés par des problèmes de collecte des données.

Les services de soins critiques, qui accueillent les cas les plus graves, comptaient mardi 3.894 malades du Covid (dont 366 nouvelles admissions), contre 3.913 la veille et 3.969 le 11 janvier.

Le nombre total des malades hospitalisés atteint 26.593, dont 3.503 ont été admis en 24 heures.

Le 11 janvier, ils étaient 23.371.

L'épidémie a causé la mort de 289 personnes en 24 heures, portant le nombre total des décès en France depuis le début de la pandémie, il y a presque deux ans, à 127.690.

APS

PROBLÈMES DE VUE QUAND FAUT-IL SE FAIRE DÉPISTER ?

Parce que les problèmes de vue non traités peuvent gâcher la vie, parce que le glaucome ou la DMLA font de dégâts... et pour beaucoup d'autres raisons il est essentiel d'aller voir l'ophtalmo régulièrement. Quels sont les rendez-vous à ne pas manquer ?

Les "contrôles techniques" de la vue, ça commence, dès la naissance. "Les grands prématurés doivent obligatoirement passer un examen pour vérifier leur rétine, et écarter une éventuelle rétinopathie du prématuré" explique le Dr Xavier Subirana, ophtalmologiste.

Pour tous les autres nouveau-nés, l'examen systématique à la maternité contrôle qu'il n'y a pas d'anomalie congénitale. Si une cataracte est détectée, par exemple, on opérera dans les premiers jours.

Les tout-petits ont des rendez-vous réguliers avec le pédiatre, des examens obligatoires remboursés à 100 % par l'Assurance maladie : dans les 8 premiers jours de vie, une fois au cours de la deuxième semaine, une fois par mois durant les six premiers mois, etc. Une surveillance rapprochée donnant l'occasion au médecin de contrôler, entre autres, la vue de son petit patient.

À 2 ANS : À LA RECHERCHE DE L'AMBLYOPIE

"C'est un âge important, insiste le Dr Subirana. On va pouvoir dépister beaucoup de choses, comme un strabisme (les deux yeux ne regardent pas au même endroit), ou une anisotropie (anomalie de la réfraction des rayons lumineux, responsable de la myopie, de l'hypermétropie ou de l'astigmatisme) importante.

C'est aussi le moment idéal pour repérer une amblyopie. L'amblyopie est surnommée le "syndrome de l'œil paresseux", car le cerveau se concentre sur un seul œil et "oublie" l'autre. Ce trouble se corrige très bien, avec des lunettes (pour donner une image nette) et un cache-œil, façon petit pirate, sur l'œil performant, pendant



quelques semaines, voire quelques mois, pour forcer le "maillon faible" à travailler. Avant 4 ans, la récupération est totale dans 95 % des cas. "Mais attention, avec ce trouble, la partie se termine à 6 ans. Autrement dit, si rien n'a été fait avant, l'œil paresseux ne pourra plus récupérer" et

va fatalement devenir aveugle. D'où la nécessité de dépistages fréquents et précoces.

À 6 ANS : LE DÉBUT DE LA MYOPIE

Lire, écrire... À l'entrée au CP, il ne faut surtout pas laisser passer un trou-

ble visuel, au risque de mettre l'enfant en échec scolaire. "Dès 7-8 ans peut commencer une myopie, qui évoluera jusqu'à l'âge de 20-25 ans, avant de se stabiliser. Aujourd'hui, il est possible de ralentir son évolution", explique le Dr Subirana. Comment ? En limitant les écrans, et en faisant faire des activités quotidiennes en plein air aux enfants. La lumière naturelle est en effet un excellent antidote à la myopie.

"Il faut le faire. Absolument. Car au-dessus de -6 dioptries, il y a des risques de décollement de rétine, de cataracte et de glaucome. Plus vous arriverez à freiner la myopie dans l'enfance, c'est-à-dire au moment où elle évolue, plus vous éviterez des problèmes graves à l'âge adulte."

ENTRE 20 ET 40 ANS : DES CONTRÔLES PLUS ESPACÉS

À partir de 20 ans, les rendez-vous avec l'ophtalmo sont plus espacés si aucune anomalie n'a été détectée auparavant : une fois tous les cinq ans. Cela n'empêche pas, au contraire, de consulter rapidement en cas de symptôme inhabituel : "Si on a les yeux qui piquent ou régulièrement mal à la tête, il peut être intéressant de consulter un ophtalmologiste pour vérifier que l'on n'est pas un astigmatique qui s'ignore." Les diabétiques, eux, ont un régime spécial : ils doivent voir ce spécialiste au moins une fois par an. Car un ennemi, longtemps silencieux, menace leur vision : la rétinopathie. C'est l'ong de sucre dans le sang qui, à long terme, peut créer des microanévrismes sur la rétine. Ces saignements peuvent entraîner un décollement de la rétine et, à terme, la cécité. Un check-up régulier permet de traiter le problème à ses tout débuts, pour éviter qu'il ne se complique. Si la rétinopathie est dé-

tectée à un stade plus avancé, des injections intravitréennes peuvent soigner les œdèmes maculaires, et le laser peut stopper la prolifération des néovaisseaux.

DE 45 À 65 ANS : QUAND LA PRESBYTIE S'EN MÊLE

À partir de 45 ans, les visites de contrôle chez l'ophtalmo se rapprochent : une fois tous les deux à trois ans. "C'est le début de la presbytie, qui touche tout le monde. Impossible d'y échapper." On augmente la lumière, on allonge les bras pour lire, mais il arrive un moment où la vision de près est floue. Un phénomène de vieillissement, inéluctable (même chez les myopes continuellement à une idée reçue) : au fil des ans, le cristallin perd de sa souplesse. "On dépiste aussi le glaucome. Il faut le faire, car il n'y a pas de signes avant-coureurs. Quand on s'en aperçoit tout seul, il est trop tard ; la vision perdue l'est pour toujours."

AU-DELÀ DE 65 ANS : AU MOINS UN RENDEZ-VOUS PAR AN

Selon l'Insee, le nombre de seniors de plus de 75 ans en France doublera d'ici à 2050, et les plus de 85 ans atteindront les 4 millions. Or, pour bien vieillir, continuer à lire son journal, jouer aux cartes avec ses amis, aller au cinéma, sortir faire ses courses... il faut bien voir. Et donc respecter scrupuleusement cette recommandation : au moins un rendez-vous par an chez son ophtalmologiste pour se voir dépister au plus tôt un glaucome, une cataracte ou une DMLA. Et recevoir un traitement qui sera d'autant plus efficace qu'il aura été enclenché précocement.

ANTI-ÂGE : QUELS COMPLÈMENTS POUR PRÉSERVER SA VUE ?

Pour lutter contre la fatigue oculaire et freiner les inflammations de l'œil, la prise de minéraux ou vitamines peut aider. Le point avec le Dr Franck Gigon, médecin spécialiste en micronutrition et phytothérapie.

La lutéine, la zéaxanthine et la mésozéaxanthine, trois caroténoïdes formant le pigment de la macula, au centre de l'œil, ont des propriétés antioxydantes et protectrices des vaisseaux sanguins. "Elles peuvent donc freiner les lésions oculaires de la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA), de la rétinopathie diabétique, de la cataracte, causes de cécité chez les seniors", explique le Dr Franck Gigon, médecin spécialiste en micronutrition et phytothérapie, auteur de Les

meilleures plantes qui soignent.

"L'astaxanthine, un autre caroténoïde, soulage la fatigue oculaire et freine les inflammations pouvant aggraver la DMLA", précise le médecin. * On trouve ce pigment jaune dans les maïs, l'aillet d'Inde, le krill, les crustacés, les choux verts, les brocolis... Quant à l'anthocyanoside (violet-noir) présent dans la myrtille, la mûre, l'aronia, le sureau, il favorise la synthèse de la rhodopsine, le pigment responsable de la sensibilité de l'œil à la lumière. "Il améliore ainsi la vision nocturne. D'ailleurs, durant la guerre, les pilotes de la Royal Air Force consommaient des myrtilles !"

La vitamine B2 (ou riboflavine) joue aussi un

rôle fondamental pour la vue. Ses sources : la levure de bière, les abats, le germe de blé, la viande de porc...

Les oméga-3, acides gras insaturés, participent également à la bonne santé des yeux.

Protégez vos yeux du soleil, été comme hiver, en portant des verres adaptés (de catégorie 3 ou 4). Limitez au maximum l'exposition à la lumière bleue des écrans, en portant des verres spécifiques (en vente chez les opticiens). En plus d'agresser la rétine, cette lumière "diminue la production de mélatonine, l'hormone du sommeil qui favorise une bonne immunité et de ce fait un effet anti-âge", ajoute le Dr Alexandra Dalu, nutritionniste.



QUE FAIRE POUR SOULAGER DES YEUX FATIGUÉS ?

Pour soulager les picotements, pensez à les hydrater régulièrement. Activez une alarme (téléphone ou ordinateur) toutes les heures et faites 2 ou 3 séries de 20 clignements. Pour intensifier l'effet de massage et améliorer la répartition du film lacrymal à la surface de l'œil, gardez un instant les yeux fermés et faites-les "rouler" sous les paupières.

Enfin, choisissez parmi les 4 exercices suivants celui qui vous convient le mieux pour soulager vos yeux après une journée devant les écrans.

#1 L'index pour reposer le regard

Confortablement installée, tête droite et immobile, tendre le bras devant soi et fixer le haut de son index (ou l'ongle du pouce).

Sans bouger la tête, continuer à fixer son doigt en le rapprochant lentement de son nez.

Puis éloigner son doigt de son visage tout doucement, sans cesser de le fixer.

Recommencer le mouvement une vingtaine de fois en gardant toujours un rythme lent et en restant bien concentrée.

#2 Les oscillations pour la mobilité oculaire

Confortablement installée, dos droit, tête droite, les yeux sont ouverts. Sans bouger la tête, lever lentement les yeux le plus haut possible, puis les baisser le plus bas possible. Recommencer 10 fois. Fermer les yeux 30 secondes.

Sans bouger la tête, regarder à droite le plus loin possible, puis à gauche le plus loin possible. Recommencer 10 fois. Fermer les yeux 30 secondes. Toujours sans bouger la tête, regarder en haut à gauche, puis en bas à droite, en haut à droite et en bas à gauche. Recommencer 10 fois. Fermer les yeux 30 secondes.

#3 Le "palming" pour détendre les yeux

Confortablement installée sur une chaise, devant une table, frotter énergiquement les mains l'une contre l'autre pour les réchauffer.

Poser les coudes sur la table, puis fléchir légèrement le buste vers l'avant et couvrir les yeux ouverts avec les mains (comme si les paumes formaient des coquilles), mais sans appuyer sur les globes oculaires. L'appui se fait uniquement sur les coudes. Garder les doigts serrés de manière à ne pas laisser passer la lumière. Les paumes sont au niveau des yeux, tandis que les doigts sont superposés au niveau du front. Fermer les yeux, rester ainsi de 3 à 5 minutes en respirant calmement et profondément.

#4 L'alphabet pour fortifier les muscles oculaires

Confortablement installée, tête droite et immobile, regarder l'horizon.

"Écrire" l'alphabet avec les yeux, lentement et sans bouger la tête.

Ne pas hésiter à faire une pause toutes les six ou sept lettres en fermant les yeux pendant 1 minute.

Illustration : A. ROUSSEAU/123

YEUX ROUGES COMMENT ÇA SE SOIGNE ?

Le blanc de l'œil qui a viré au rouge est le premier motif de consultation en ophtalmologie. Différentes causes sont possibles, de la plus bénigne à la plus alarmante. On fait le point avec le Pr Laurent Kodjikian, chef de service adjoint à l'hôpital de la Croix-Rouge (Lyon).

Quand le blanc de l'œil vire au rouge, il y a deux grandes explications : une inflammation (dilatation des petits vaisseaux qui irriguent l'œil) ou une hémorragie sous-conjonctivale (une rupture de ces mêmes petits vaisseaux). Si elle est inesthétique, voire impressionnante, la rougeur en elle-même n'est pas vraiment préoccupante. Ce qui compte, c'est l'association avec d'autres symptômes. Avec deux bémols qui doivent rendre attentif : un diabète mal équilibré peut minimiser la douleur tandis que le port de lentilles peut accentuer les risques d'infection.

SI L'ŒIL A PRIS UN COUP

Redez-vous aux Urgences. Si des petits vaisseaux sanguins oculaires éclatent suite à un traumatisme (ballon, coup de coude...), même si l'impact n'a pas été très violent, les médecins doivent s'assurer de l'absence de blessure intraoculaire (perforation ou décollement de rétine).

À noter : En cas de pénétration d'un objet tranchant, il ne faut en aucun cas tenter de le retirer. Mais ouvrir l'œil avec un linges propre et se rendre immédiatement aux urgences.

SI C'EST DOULOUREUX

AVEC BAISSE DE LA VISION Redez-vous aux Urgences. Des douleurs - pas une simple gêne de type brûlure, picotements... - doublées d'une perte d'acuité visuelle peuvent avoir plusieurs origines. Mais toutes exigent une prise en charge en urgence. Voici les trois causes les plus fréquentes.

Un glaucome aigu avec fermeture de la pression. Dû à une hausse brutale de la pression intraoculaire, il nécessite un traitement de toute urgence car il menace le nerf optique. Les femmes hypermétropes, notamment asiatiques, y sont prédisposées de par un œil plus petit.

Une uvéite. Cette inflammation de l'uvée, qui peut s'expliquer par une



maladie rhumatismale ou infectieuse, doit être traitée sans tarder car la vision est menacée. Il faudra une corticothérapie, souvent par collyre, et traiter la cause identifiée. Une kérate. Cette atteinte de la cornée nécessite la prescription d'un cicatrisant voire, si elle est d'origine infectieuse, de gouttes antibiotiques sans tarder sous peine de séquelles au niveau de l'acuité visuelle. Elle survient plus chez les porteurs de lentilles, liée à une utilisation mal adaptée, et peut aussi advenir lors d'un herpes oculaire ou d'un coup de soleil.

SI LA VISION A LÉGÈREMENT BAISSÉ

Redez-vous chez l'ophtalmologiste. Un blanc de l'œil rosé, accompagné d'une légère baisse de vision, est souvent lié à un problème de vue, à des verres correcteurs qui ne sont plus adaptés. Un rendez-vous chez l'ophtalmologiste s'impose pour vérifier tout cela. Mais il n'y a pas d'urgence.

SI L'ŒIL A UN AUTRE SYMPTÔME QUE LES YEUX ROUGES

Ca passera tout seul. Un œil injecté de sang peut inquiéter. Mais s'il n'y a pas de traumatisme, s'il n'y a pas de douleur ni de baisse de vision, cette hémorragie sous-conjonctivale, qui survient souvent sans raison apparente, se résorbera en 2 à 3 semaines. Seules d'éventuelles récurrences nécessitent un avis médical.

À noter : par précaution, mieux vaut faire vérifier sa tension et s'assurer de l'absence de surdosage si l'on prend un traitement anticoagulant.

SI C'EST DOULOUREUX MAIS SANS BAISSE DE VISION

Redez-vous chez l'ophtalmologiste en urgence. Un œil rouge qui fait mal, surtout la nuit, sans perte d'acuité visuelle, doit faire penser à une sclérite. Cette inflammation sévère de la couche blanche, fibreuse et résistante de l'œil (la sclère) souffre davantage les personnes souffrant d'une maladie inflammatoire type polyarthrite ou lupus. Il est

indispensable de consulter un ophtalmologiste dans les 48 heures ou de se rendre aux urgences.

SI ÇA GÈNE OU CA PIQUE

Allez chez le médecin généraliste ou le pharmacien. (Œil rouge, larmoiement, sensation de grain de sable sous la paupière... Si cette inflammation de la conjonctive se double de sécrétions purulentes, il faut voir un médecin.

Sans sécrétions, il s'agit sans doute d'une conjonctivite virale. En l'absence de facteurs de risque (diabète mal équilibré, port de lentilles...) ou de crises de gravité (photophobie, œdème majeur...) des lavages oculaires avec un produit antiseptique conseillé par le pharmacien suffiront. S'il n'y a pas d'amélioration au bout de 48 heures, consulter. Si ce type d'épisode se répète, penser à une origine allergique.

À noter : la sécheresse oculaire peut expliquer un œil rouge inconfortable. Si l'utilisation de larmes artificielles ne soulage pas, consulter un médecin.

COVID-19 : IL AUGMENTE LES RISQUES DE TROUBLES OCULAIRES

Les chercheurs de l'hôpital Fondation Adolphe Rothschild ont constaté que les patients positifs au covid-19 avaient un risque accru de conjonctivite et de rétinite. Les symptômes de l'infection à coronavirus Sars-Cov-2 sont nombreux : outre une fièvre supérieure à 37,5°C, une toux sèche ou grasse, une rhinorrhée (nez qui coule), des courbatures (myalgies), on peut parfois aussi observer des signes respiratoires (douleurs thoraciques, essoufflement...) ou encore une perte du goût et/ou de l'odorat (agueusie-anosmie). Mais les chercheurs de l'hôpital Fondation Adolphe Rothschild ont constaté que la covid-19 provoquait aussi chez les malades divers troubles oculaires : gêne à la lumière, conjonctivite, et même rétinite.

Pour en savoir plus, ils ont suivi 129 patients atteints d'une forme sévère de Covid-19 et leur ont fait passer un IRM. Chez 9 patients, les examens se sont révélés anormaux. "Un ou plusieurs nodules étaient rapportés à l'avant ou à l'arrière de l'œil, au niveau de la macule. Au total, 8 de ces 9 patients ont été adre en soins intensifs", détaille le Pr Augustin Leclerc, neurologue et

principal auteur de l'étude publiée dans la revue Radiology. Ce dernier envisage aussi une corrélation entre troubles visuels et comorbidités car parmi les 9 patients, 2 étaient diabétiques, 6 souffraient d'obésité et 2 d'hypertension artérielle.

Les chercheurs vont continuer à suivre ces patients ainsi que d'autres malades atteints de Covid sévère en leur faisant passer des IRM et des tests oculaires complets. Objectif : déterminer si les anomalies oculaires sont temporaires ou persistent dans le temps.

Le virus présent dans les sécrétions oculaires

Depuis le début de la pandémie, bien d'autres chercheurs ont déjà constaté des troubles oculaires chez leurs patients atteints du covid-19. Les chercheurs de l'Université Anglia Ruskin (en Angleterre) ont demandé à 83 personnes atteintes du Covid-19 de remplir un questionnaire concernant leurs symptômes. Résultat : 81 % des malades ont mentionné des troubles oculaires, parmi lesquels 16 % des douleurs au niveau des yeux, 18 % de la photophobie (c'est-à-dire : une gêne à la lumière) et 17

% des démanagements de l'œil et de la paupière.

Dès le printemps dernier, une étude portant sur 30 malades chinois hospitalisés pour le COVID-19 publiée dans le Journal of medical virology, montrait que l'un des patients souffrant de conjonctivite avait des traces du virus dans le liquide lacrymal et le liquide conjonctival. "Cela suggère que le coronavirus peut infecter la conjonctive et provoquer une conjonctivite, et que des particules virales sont présentes dans les sécrétions oculaires" soulignent l'AAO qui concluent que le coronavirus pouvait également se transmettre par contact aéroporté avec la conjonctive.

Conjonctivite allergique ou covid-19 ?

Avec l'arrivée prochaine du printemps et le retour des pollens, les symptômes peuvent se ressembler. Mais ils ne sont pas tout à fait identiques :

Conjonctivite allergique : les yeux sont rouges et provoquent des démangeaisons.

Covid-19 : les yeux de la personne sont rouges ils ne démangent pas, l'œil est plutôt douloureux.

MAROC

La société civile exclue dans le traitement des dossiers des droits de l'homme

La société civile est exclue au Maroc dans le traitement des questions liées aux droits de l'homme par le régime qui présente à la communauté internationale des rapports préparés de façon "unilatérale", comme étant réalisés de manière "participative", selon le défenseur marocain des droits de l'homme, Abderezak Boughanbour.

Dans une déclaration à la presse, Boughanbour dénonce la politique du régime du Makhzen marocain excluant toute "approche participative" dans le traitement des dossiers liés aux droits de l'homme dans le royaume.

D'après le militant, l'Etat marocain présentait des rapports préparés de façon "unilatérale" et les présentait à la communauté internationale comme étant réalisés avec les organisations en charge de la question des droits humains.

Boughanbour ajoute que l'Association marocaine des droits de l'homme figure parmi les rares organisations à dresser des rapports "objectifs", mais qui sont traités par le régime du Makhzen comme des rapports "subjectifs" et qui "tendent à noircir le tableau".

Il a défendu le travail de l'association, expliquant qu'"elle examine les rapports de ses branches avant qu'ils ne soient approuvés, surveille et dénonce les pratiques négatives à travers les branches et les médias", appelant l'Etat à "ouvrir la porte à ces associations".

Selon l'organisation de défense des droits humains marocaine (AMDH), le royaume a connu "une régression sans précédent" en matière de liberté d'expression et de la presse en 2021.

Lors de la présentation jeudi de son rapport annuel sur les libertés publiques, elle a dénoncé la poursuite des arrestations et des procès "dans un contexte autoritaire marqué par la répression et les restrictions".

L'association a recensé 170 cas de poursuites judiciaires ou d'incarcérations visant des journalistes, des blogueurs et des militants de mouvements sociaux l'an dernier. Elle réclame l'annulation de ces poursuites.

L'AMDH déplore aussi l'interdiction de plus de 140 manifestations tout au long de l'année sous couvert de l'état d'urgence sanitaire.

Membre observateur du Conseil économique et social de l'ONU, l'association demande la levée des restrictions imposées aux associations notamment de défense des droits humains, comme le refus des autorités de renouveler les accréditations pour exercer leurs activités.

L'AMDH a exhorté par ailleurs les autorités à "arrêter d'utiliser des affaires de droit commun pour poursuivre des journalistes en raison de leur travail".

Trois journalistes marocains --Soulaïmane Raisouni, Omar Radi et Taoufik Bouachrine-- ont été condamnés depuis 2018 à de lourdes peines de prison ferme pour "des agressions sexuelles" qu'ils nient catégoriquement.

Le Maroc occupe la 136e place sur 180 pays du classement mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières (RSF).

MALI

Un économiste écroué pour incitation à la «discrimination»

Un économiste malien a été écroué mardi après avoir été inculpé d'incitation «à la discrimination ethnique ou religieuse» et d'usage de faux concernant ses titres universitaires, a annoncé le Parquet à Bamako. Etienne Fakaba Sissoko est poursuivi «pour deux affaires distinctes», selon le Parquet.

Il lui est d'abord reproché d'avoir tenu «des propos tendant à la stigmatisation ou la discrimination régionaliste, ethnique ou religieuse de nature à dresser les citoyens les uns contre les autres et à troubler l'ordre public par usage des technologies de l'information et de la communication», a expliqué le Parquet sans préciser les propos visés.

Professeur d'économie et chercheur au Centre d'analyses politiques, économiques et sociales du Mali, un organisme privé de Bamako, Etienne Fakaba Sissoko est également poursuivi pour «présomption de faux et usage de faux diplômes universitaires», selon le Parquet. L'économiste avait été arrêté dimanche à Bamako et entendu dans un commissariat de police à propos de «propos subversifs et démoralesants», avait alors indiqué un de ses avocats, ajoutant ne pas savoir quels étaient les propos visés.

APS

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC De Mistura s'est enquis de la situation réelle des réfugiés sahraouis

La visite de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura dans les camps des réfugiés a mis à nu la propagande mensongère du Maroc auprès de la Communauté internationale sur la situation des réfugiés sahraouis, a déclaré El-Bachir Mustapha Essayed, membre du Secrétariat national du Front Polisario, ministre conseiller auprès de la présidence de la République arabe sahraouie et démocratique (RASD).

La visite, les 15 et 16 janvier derniers, de l'envoyé spécial dans les camps des réfugiés lui a permis de s'enquérir de la situation réelle du peuple sahraoui et de mettre à nu la propagande mensongère du Maroc auprès de la Communauté internationale, a déclaré à l'APS, M. El-Bachir Mustapha Essayed.

Les autorités d'occupation marocaines ont été prises de panique face à «l'image positive donnée par les Sahraouis et qui confirme leur pacifisme et leur attachement à la liberté», a-t-il dit.

L'envoyé onusien a relevé qu'"en dépit de la guerre, les Sahraouis ont un bon moral et sont attachés à leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, et à l'instauration de leur Etat et au recouvrement de leur souveraineté sur l'ensemble de leur territoire national», a ajouté M. El-Bachir Mustapha Essayed.

Ce message qui traduit réellement le vécu des réfugiés "a faussé les calculs des autorités d'occupation expansionnistes et fait voler en éclats leur propagande et leurs mensonges", a affirmé le responsable sahraoui.

"Si elle a permis à l'envoyé onusien de constater cet aspect positif, cette visite demeure incomplète tant qu'il n'a pas visité le Sahara occidental dans sa réalité fragmentée entre les villes oc-



cupées, où le peuple sahraoui est confronté à la répression, aux violations et à l'emprisonnement, et les territoires libérés qui ne sont pas épargnés par l'occupation marocaine dans sa tentative d'extermination pour leur réserver le même sort que les parties occupées", a estimé le membre du secrétariat national du Front Polisario.

Pour le responsable sahraoui, il est primordial que Staffan de Mistura visite à la fois les territoires sahraouis occupés et les territoires sahraouis libérés pour y constater le vécu des Sahraouis et "avoir ainsi une vision globale de la réalité du conflit au Sahara occidental permettant de définir le processus de règlement et la forme du dialogue entre les deux parties au conflit".

La visite de Staf fan de

Mistura "lui a permis, par ailleurs, de prendre connaissance des plus récentes positions des parties au conflit (Maroc et Front Polisario)", a dit le membre du secrétariat national du Front Polisario, soulignant que "la partie sahraouie a fait part à l'envoyé onusien de la volonté des Sahraouis d'engager un dialogue sérieux avec la partie marocaine sous l'égide des Nations Unies".

Il a par ailleurs souligné que «la reprise des négociations ne signifie pas l'arrêt de la lutte armée, qui va s'intensifier et se renforcer pour briser la tyrannie marocaine et réunir les conditions propices au dialogue et à la négociation».

Le responsable sahraoui a également estimé que la visite de Mistura "est intervenue à un moment des plus complexes en raison de l'obs-

curité de l'occupant marocain qui croit avoir obtenu un acquis historique grâce au tweet de l'ancien président américain Donald Trump et à sa normalisation avec l'entité sioniste, affirmant que les Sahraouis «ont plus que jamais affiché leur attachement à leur droit légitime à l'indépendance».

Les Sahraouis, ajoute-t-il, sont conscients que l'envoyé personnel d'Antonio Guterres, "n'est que porteur d'un message, en l'absence d'un soutien unanime fort et franc du Conseil de sécurité de l'ONU".

Pour M. El Bachir, «les tergiversations du Conseil de sécurité dans la mise en œuvre de la résolution 691 a fait perdre du temps et ouvert la voie au Maroc pour saper les accords de paix et les perspectives d'une solution juste et durable».

LIBYE

L'organisation des élections nécessite 6 à 8 mois

Le président de la Haute Commission électorale nationale libyenne, Imad al-Sayeh, a déclaré que la relance du processus électoral dans le pays nécessite 6 à 8 mois.

"Les démarches que la commission doit entreprendre au cours de la période à venir nécessitent une période de 6 à 8 mois afin que nous puissions mener à bien le processus électoral", a déclaré lundi Al-Sayeh dans un briefing devant la Chambre des représentants libyenne, réunie en session officielle pour discuter d'une nouvelle date pour les élections.

Et d'ajouter : "Nous avons dépassé le 24 décembre (date prévue pour les élections), par conséquent, si nous de-

vois envisager une nouvelle échéance, il faudra rouvrir l'inscription des électeurs, car certains citoyens ont atteint 18 ans, âge légal pour exercer leur droit électoral".

Ceci afin que "la commission puisse reprendre le processus électoral sans obstacles et sans force majeure, et avec de nouvelles modalités", a expliqué Al-Sayeh.

S'agissant de la fraude, il a déclaré : "12 cas de fraude dans les dossiers des candidats à l'élection présidentielle ont été transmis au procureur général".

En raison des divergences au sujet de la loi électorale et du rôle du pouvoir judiciaire dans le processus électoral, les élections présidentielle et parle-

mentaires prévues pour le 24 décembre 2021 n'ont pas pu être organisées.

Aucune nouvelle date n'a été convenue jusqu'à présent.

La Commission électorale libyenne a proposé de reporter les élections au 24 janvier, tandis que la Chambre des représentants a proposé de les organiser six mois plus tard.

Pour l'ONU, "la feuille de route issu du Forum de dialogue politique libyen est le calendrier le plus efficace dans le cadre du processus politique".

Une feuille de route qui s'étend jusqu'en juin de cette année", a déclaré la Conseillère du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams.

RWANDA

Le procès en appel du héros d'«Hotel Rwanda» continuera en son absence

Le procès en appel de l'opposant rwandais Paul Rusesabagina, ancien hôtelier rendu célèbre par le film «Hotel Rwanda», se poursuivra malgré le refus de comparaître de l'accusé, condamné en première instance à 25 ans de prison pour «terrorisme», a annoncé mardi le tribunal. Les audiences reprendront le 20

janvier, a précisé le juge François Régis Rukundakuvuga qui dirige le procès à Kigali de M. Rusesabagina et de ses 20 co-accusés. M. Rusesabagina «a été informé de l'audience de l'appel, qui lui a été notifiée de façon conforme à la loi», a déclaré le magistrat, ajoutant que le procès se poursuivrait malgré son absence. L'an-

ancien directeur de l'hôtel Mille Collines de Kigali était absent lundi à l'ouverture de son procès en appel. Connu pour être un féroce opposant au président rwandais Paul Kagame, Paul Rusesabagina a été condamné en septembre à 25 ans de prison pour «avoir fondé et appartenir» au Front de libération nationale

(FLN), groupe armé accusé d'avoir mené des attaques meurtrières au Rwanda en 2018 et 2019. Le Parquet, qui avait requis la prison à perpétuité, avait fait appel, souhaitant voir sa peine alourdie.

Il a également fait appel des peines - de trois à 20 ans de prison - prononcées contre ses 20 co-accusés.

CONSEIL DE SÉCURITÉ Débat ouvert sur la situation au Moyen-Orient et en Palestine

Le Conseil de sécurité tient ce mercredi son débat public trimestriel sur «la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne».

Lors de la réunion, le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, devrait informer le Conseil sur le développement de la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, selon des sources diplomatiques. Les membres ont été invités à participer au niveau ministériel à la réunion qui sera présidée par la ministre norvégienne des Affaires étrangères, Anniken Huitfeldt. Dans le cadre de sa présidence de janvier, la Norvège considère le débat public trimestriel comme «une opportunité d'accroître l'attention internationale sur le conflit

israélo-palestinien». Ainsi, les membres du Conseil devraient demander une mise à jour à Wennesland sur les activités de colonisation, ainsi que sur les saisies et les démolitions de structures appartenant à des Palestiniens. En ce qui concerne les démolitions, le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a fait état de 63 structures appartenant à des Palestiniens démolies ou saisies au cours de la période couverte par son rapport du 15 janvier sur la protection des civils (du 21 décembre 2021 au 10 janvier 2022). D'après des sources diplomatiques, les membres du



Le Conseil de sécurité devrait recevoir une mise à jour sur la reconstruction de la bande de Gaza, y compris sur l'état de l'entrée de matériaux essentiels à l'enclave palestinienne.

AL QODS OCCUPÉE La police de l'état sioniste détruit la maison d'une famille palestinienne

La police de l'état sioniste a détruit tôt mercredi matin la maison d'une famille palestinienne dans le quartier de Sheikh Jarrah, dans la partie est d'Al Qods occupée, rapportent des journa-

listes. Les forces de la répression sioniste se sont rendues avant l'aube au domicile de la famille Salhiya, menacée d'expulsion depuis 2017.

La maison de la famille palestinienne

a été ensuite démolie, en dépit d'une vaste campagne de soutien, autant dans les territoires palestiniens occupés qu'à l'étranger.

FRANÇAISE TUÉE AU MAROC Suspensions sur un «mobile terroriste»

Des suspensions sur un «mobile terroriste» planent sur l'assassinat d'une ressortissante française près d'Agadir, dans le sud du Maroc, ont rapporté lundi soir des médias.

Le Bureau central d'enquêtes judiciaires (BCIJ) «a été chargé de l'enquête dans cette affaire sous la supervision du procureur du roi près de la Cour d'appel de Rabat en raison de suspensions sur un mobile terroriste du crime», a déclaré lundi soir une source proche de l'enquête à l'AFP.

Une ressortissante française de 79 ans a été tuée samedi dans un marché de Tiznit à l'aide d'une arme blanche.

Elle résidait dans un camping proche de cette petite ville. Un suspect âgé de 31 ans

a été arrêté le jour même à Agadir, à quelques kilomètres seulement du lieu du crime.

Il est également soupçonné d'avoir commis «une tentative d'assassinat» d'une Belge à Agadir, avait révélé samedi la police marocaine. La ressortissante belge a été blessée à l'arme blanche et hospitalisée dans cette ville touristique.

Ses jours ne sont pas en danger. La Direction générale de la Sûreté nationale marocaine n'avait pas hésité à affirmer que le suspect, sous le coup d'une enquête antiterroriste dorénavant, avait été admis dans un hôpital psychiatrique «du 25 septembre au 25 octobre 2021».

Ancien chef de bureau de l'Agence de presse espagnole (EFE) au Maroc, Javier Otazu avait critiqué les conclusions

de la police marocaine, mettant en doute la véracité de sa version.

«Le Maroc démantèle souvent des cellules terroristes, mais lorsque des attentats contre des étrangers sont enregistrés, leurs auteurs sont systématiquement «aliénés» ou «déséquilibrés».

Le dernier «fou» a tué une Française avec une hache puis agressé une Belge», avait réagi le journaliste espagnol sur son compte Twitter.

À la suite du meurtre de la septuagénaire, le ministre français des Affaires étrangères a «recommandé de faire preuve de vigilance dans l'ensemble des lieux publics et lors des déplacements au Maroc», dans un conseil aux voyageurs posté sur le site internet de l'ambassade de France au Maroc. Le meurtre

de la ressortissante française rappelle le climat d'insécurité qui règne au Maroc où des affaires similaires avaient auparavant porté un coup dur au secteur du tourisme dans le pays.

En décembre 2018, deux ressortissants scandinaves, en visite au Maroc, ont été sauvagement assassinés par un Marocain et ses deux complices, soupçonnés de commettre leur crime au nom de l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (EI/Daesh).

Louisa Vesterager Jespersen, une étudiante danoise de 24 ans et son amie Maren Ueland, une Norvégienne de 28 ans, ont été égorgées alors qu'elles campaient sur un site isolé dans le Haut-Atlas, une région montagneuse du sud du Maroc.

CORÉE DU NORD Les Etats-Unis demandent une nouvelle réunion du Conseil de sécurité

Les Etats-Unis ont demandé une nouvelle réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Corée du Nord après les tirs par ce pays de plusieurs missiles depuis une semaine, a-t-on appris mardi de sources diplomatiques.

Cette réunion, à huis clos, devrait se tenir jeudi, a précisé l'une de ces sources

sous couvert de l'anonymat, en indiquant que le Royaume-Uni, la France, l'Irlande, l'Albanie et le Mexique avait exprimé leur soutien avec cette initiative américaine. «Nous allons continuer à faire monter la pression sur les Nord-Coréens», a déclaré mardi l'ambassadrice américaine à l'ONU, Linda Thomas-

Greenfield, lors d'un entretien avec le Washington Post. Le 10 janvier, la précédente réunion du Conseil de sécurité, demandée par sensiblement les mêmes pays, avait été suivi de peu d'un nouvel essai balistique nord-coréen, qualifié de «provocation» par un diplomate d'un pays membre du Conseil de sécurité.

CRISE AU KAZAKHSTAN Fin du retrait des soldats de la paix de l'OTSC

Les unités des soldats de la paix de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), ont terminé mercredi leur retrait du Kazakhstan, où elles avaient été dépêchées pour épauler les autorités en place face à des émeutes sans précédent, ont indiqué les agences russes, citant le chef de la mission.

«L'opération de maintien de la paix (...) sur le territoire de la république du Kazakhstan est achevée», a déclaré Andreï Serdioukhov, à la tête de cette mission de l'OTSC.

«L'opération de maintien de la paix est finie (...), les tâches ont été remplies, s'est félicité jeudi, le général Serdioukhov, commandant du

contingent de l'OTSC comprenant 2.030 troupes russes, biélorusses, arméniennes, tadjikes et kirghizes, qui a été envoyé dans cette ex-république soviétique d'Asie centrale le 6 janvier.

Le Kazakhstan a été secoué début janvier par des violences ayant fait des dizaines de morts et des cen-

taines de blessés, ce qui a poussé au déploiement du contingent du maintien de la paix.

Exprimant sa gratitude, le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev a estimé que les forces russes et alliées ont «joué un rôle très important en terme de stabilisation de la situation dans le pays».

YÉMEN

Le chef de l'ONU «déploie» les frappes aériennes de la coalition arabe

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, «exprime sa préoccupation et déplore les récentes frappes aériennes à Sanaa de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite qui ont fait de nombreuses victimes civiles», a déclaré mardi son porte-parole.

Après avoir «condamnés» la veille les attaques revendiquées par les rebelles Houthis aux Emirats Arabes Unis, membres de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite, et appelé en vain toutes les parties «à un maximum de retenue», Antonio Guterres leur «rappelle leurs obligations (...) à protéger les civils», a ajouté Stéphane Dujarric lors de son point-presse quotidien. En vertu du droit international, elles doivent respecter «les principes de proportionnalité, de distinction et de précaution», a souligné le porte-parole, précisant que le chef de l'ONU demande à nouveau aux parties «d'empêcher toute intensification du conflit».

Interrogée plus tôt par des journalistes, l'ambassadrice des Emirats Arabes Unis à l'ONU, Lana Nusseibeh, a souhaité «une position unie et forte du Conseil de sécurité» après les attaques menées lundi contre son pays, membre non permanent depuis le 1er janvier de l'instance de l'ONU chargée de la paix et de la sécurité dans le monde.

Au moins 14 personnes ont été tuées et une dizaine blessées à Sanaa dans la nuit de lundi à mardi dans des raids de la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite en riposte aux attaques des rebelles yéménites aux Emirats arabes unis qui ont fait trois morts.

ONU

Plus de 170.000 enfants libérés des mains des groupes armés au cours des dernières 25 années

Plus de 170.000 enfants recrutés par des groupes et des forces armées ont été libérés au cours des dernières 25 années à travers le monde, a révélé l'organisation des Nations Unies.

Lors d'un événement de haut niveau marquant les 25 ans du mandat sur les enfants et les conflits armés, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est félicité de la libération de plus de 170.000 enfants recrutés par des groupes et des forces armées ainsi que des centaines d'engagements et de plans d'action visant à sauver des vies qui ont été signés et mis en œuvre, au cours des 25 dernières années.

«Il y a vingt-cinq ans, la communauté mondiale a lancé un appel à l'action audacieuse pour mettre fin au fléau des enfants tués, mutilés, recrutés et utilisés dans les conflits, pour mettre fin aux enlèvements et aux violences sexuelles, pour mettre fin aux attaques contre les écoles et les hôpitaux, et pour mettre fin aux refus de l'aide humanitaire vitale», a rappelé Guterres, énumérant les six graves violations que vise à éradiquer et prévenir le mandat adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité en 1996.

Le Secrétaire général a souligné que depuis lors, le Bureau pour les enfants et les conflits armés - dirigé par son Représentant spécial - n'a cessé de travailler sans relâche pour protéger les enfants pris au piège des conflits, démontrant qu'«étape par étape il est possible de mettre un terme aux violations graves commises à l'encontre des enfants».

«Mais il faut faire beaucoup plus. Des enfants sont toujours en danger. La paix se fait rare. Les cycles de violence et de désespoir ne s'arrêtent pas automatiquement», a fait valoir M. Guterres.

Le chef de l'ONU a appelé la communauté internationale à continuer à soutenir le travail vital de surveillance et d'information du Bureau.

«Nous devons renforcer notre soutien aux enfants libérés afin qu'ils puissent se réintégrer dans leurs communautés», a continué M. Guterres.

Il a également appelé «à accorder la priorité aux besoins et aux droits des enfants dans les négociations de paix» et «honorer leur bravoure et leur résilience en leur donnant une voix pleine et active dans l'avenir de leur pays». Le chef de l'ONU a appelé la communauté à tenir les promesses auxquelles elle s'est engagée il y a 25 ans.

LITTÉRATURE

«Les frères Abid», dernier roman de Saâd Taklit

Dans son dernier roman «Les frères Abid», Saâd Taklit propose une saga familiale sur plusieurs générations, dédiée au «clan de Tafat» depuis la résistance à l'occupation française, en passant par les années d'exil et de persécution explorant ainsi la composante sociale, les coutumes, et l'histoire de la région de Bougaâ dans la wilaya de Sétif.

Publié récemment aux éditions Rafar, cet ouvrage de 187 pages se base sur des témoignages que l'auteur a lui-même recueillis auprès de ces proches et les membres les plus âgés de sa famille.

Cette saga familiale commence avec l'histoire de «l'ancêtre», Braham, Djoudi Ben Mohamed de son vrai nom qu'il a caché jusqu'à sa mort, né en 1845 dans le village de «Tad-darth» dans la vallée de la Soummam, et qui avait pris part à la résistance d'El Mokrani en 1871 à la tête d'une trentaine d'hommes de son village.

Voyant sa tête mise à prix, Braham est contraint de fuir son village natal vers un avenir incertain qui le mènera, grâce à une rencontre providentielle, à Bougaâ où il va s'installer sous un nouveau nom et en se réinventant une vie des plus ordinaires pendant dix ans.

A ce moment d'actualité, le roman est également une occasion pour l'auteur de brosser un tableau de l'Algérie colonisée, il revient sur l'accroissement du nombre de la population européenne et sur l'adoption du code de l'indigénat, «un code de la honte qui assujettit les populations autochtones», qui sera suivi par la grande vague de colonisation urbaine.

A Bougaâ, Braham laissera ses enfants Abid, Achour, Mouloud, Smail et Djamilia en plus d'un olivier ramené de son village natal

et replanté dans ses nouvelles terres.

Cet arbre symbole de paix et source de revenus va déclencher une querelle de voisinage soldée par un meurtre involontaire. Achour fils de Braham va tuer son voisin.

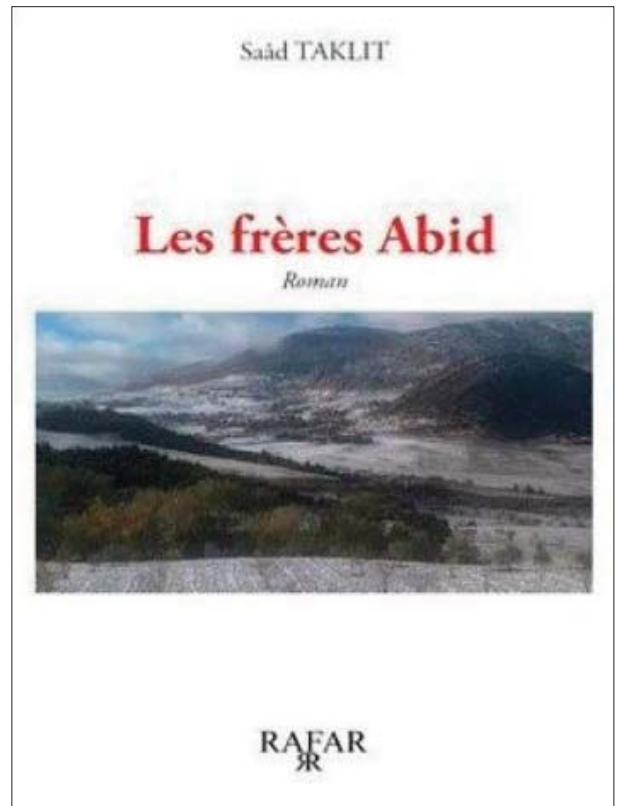
Ce nouvel épisode, qui se déroule en 1913, va également renseigner sur les traditions algériennes pour résoudre les conflits, pour la première fois, une famille algérienne a recours à la justice coloniale et tourne le dos à des siècles de traditions tribales et religieuses.

Le récit propose alors un tout autre univers, Smail se sacrifie à la place de son frère père de famille, et se voit condamner au bagne de Cayenne.

Commence alors une toute autre histoire entre le bateau transportant les bagnards et les travaux forcés en Guyane française.

En transmettant ces témoignages qui s'étendent sur plus d'un demi-siècle de litiges familiaux, de déboires avec l'autorité coloniale et de petits événements du quotidien, Saâd Taklit reconstitue la vie des algériens colonisés dans cette région tout en mettant en avant les principes et les codes sociaux de l'époque.

Né en 1948 à Bougaâ, Saâd Taklit, diplômé en sciences économiques, a publié son premier ouvrage «Djebel Tafat» en 2012 en Algérie et en France, qui sera suivi de «Le journal de Rachid» en 2015, «L'allemand de mon village» en 2016 et «Récits de miel et de sang», sorti en 2019.



PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'EL-OUED

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

N° D'identification Fiscal 001339019012644

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

A.O. N° 40/2021

Conformément à l'article 72 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La direction des équipements publics de la wilaya d'El-Oued annonce l'attribution provisoire pour Réalisation d'une sûreté urbaine au niveau du site des 1300 logements Pole Universitaire dans la commune d'El oued –cités d'habitat intégrées. Programme 2021. Objet de Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°:40/2021.

Projet	Entreprise retenue	N° D'identification Fiscal	Montant de l'offre	Délai	Note Technique	Critère de choix
Réalisation d'une sûreté urbaine au niveau du site des 1300 logements Pole Universitaire dans la commune d'El oued –cités d'habitat intégrées. Programme 2021	DJELLOUL ABDELKRIM	197439010321340	74.456.688.86 DA	10 MOIS	62.50	L'offre le moins disant parmi les offres Qualifiés techniquement

Conformément aux articles 82 présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Tout soumissionnaire contestant le choix opéré peut introduire un recours dans un délai de dix jours à compter de la première parution du présent avis auprès de la commission des marchés de la wilaya d'El-Oued.

les soumissionnaires non retenus et ceux d'entre eux qui sont intéressés seront invités de se rapprocher de la direction des équipements publics du plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAIA
DAIRA DE GUERRARA
COMMUNE DE GUERRARA
PCD 2021

Avis d'attribution provisoire

Projet : Réalisation Deux classes extension, Bloc Administratif, Bloc Sanitaire et Mur de Cloture

En application de l'article 65 P02 de décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public Suite à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales publié dans les journaux «EL ETIHAD», et «DK NEWS» DU 06/12/2021 au 20/12/2021 et BOMOP

Le président de l'APC de Guerrara lance un avis d'attribution provisoire **Projet : Réalisation Deux classes extension, Bloc Administratif, Bloc Sanitaire et Mur de Cloture**

concernant au projet cité au dessus, et qu'a l'assu du jugement des offres en date du 29/12/2021 et a prés la procédure d'évaluation et analyse des offres a donné le résultat suivant :

Mode d'attribution	Point d'offre Technique	Délai de réalisation	Montant après la révision	Entreprise
L'offre le moins évalué	50/39	10 MOIS	21.282.727.55	بن مبارك أحمد مؤسسة الأشغال العمومية الكبرى و الري - القسارة-

En application de l'article 82 de décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours au prés de la commission des marchés compétente dans un délai de 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire dans le BOMOP ou la presse nationale.

ETATS UNIS-UE

Europol annonce le démantèlement du réseau VPNLab.net exploité par des hackers

Un réseau privé virtuel (VPN) mondial, utilisé par des criminels pour commettre des attaques par rançongiciels, ce qui exposait plus de 100 entreprises à des risques de cyberattaques, a été démantelé, a annoncé mardi Europol, l'agence de police de l'UE.



Lundi, des enquêteurs en Europe et en Amérique du Nord ont saisi ou interrompu au moins 15 serveurs hébergeant des utilisateurs ainsi que le site VPNLab.net, qui offrait aux groupes criminels des communications et un accès internet protégés, a indiqué Europol, basée à La Haye. «Le fournisseur VPN (...) était utilisé pour soutenir des actes criminels graves tels que le déploiement de rançongiciels et autres activités cyber-criminelles», a-t-elle ajouté.

La plateforme créée en 2008 était «un choix prisé pour les hackers» prêts à payer un abonnement de 60 dollars (52 euros) pour utiliser ses services «afin de commettre leurs crimes sans craindre d'être détectés par les autorités», a poursuivi l'agence de police européenne.

De multiples enquêtes ont montré que les cybercriminels exploitaient la plate-

forme pour la diffusion de logiciels malveillants, conçus pour infiltrer ou perturber des systèmes informatiques.

«D'autres cas ont montré l'utilisation du service dans la mise en place d'infrastructures et de communications derrière des campagnes de rançongiciels, aussi bien que leur déploiement réel», a déclaré Europol.

A la suite de l'enquête, plus de 100 entreprises ont été identifiées comme étant exposées à des cyberattaques.

Les forces de l'ordre travaillent avec les victimes potentielles pour atténuer leur exposition, a indiqué Europol. Dirigés par la police allemande à Hanovre (nord de l'Allemagne), des enquêteurs de plusieurs pays de l'UE ont pris part à l'opération, ainsi que leurs homologues de Grande-Bretagne, du Canada, d'Ukraine et des Etats-Unis.

POLOGNE-UKRAINE-RUSSIE

La Pologne déclenche une alerte «préventive» contre le cyberterrorisme

La Pologne a déclenché le premier niveau d'alerte - le plus faible - contre la menace terroriste dans le cyberspace, suite à des cyberattaques contre l'Ukraine, a annoncé mardi le ministère polonais de la Numérisation dans un communiqué. «L'introduction du niveau ALFA-CRP est

préventive - et est liée aux cyberattaques qui ont eu lieu en Ukraine ces derniers jours», a expliqué le ministère. Il s'agit du plus bas niveau d'alerte sur une échelle de quatre. Les mesures seront en vigueur jusqu'au 23 janvier. L'introduction de ce niveau d'alerte signifie que «l'ad-

ministration publique est obligée de procéder à une surveillance accrue de la sécurité des systèmes téléinformatiques» afin d'éviter «une éventuelle violation de la sécurité des communications électroniques», a encore précisé le ministère.



FRANCE

Les levées de fonds explosent, un peu moins que chez les voisins



Les levées de fonds des start-up et autres pépites de la tech française ont plus que doublé en montant en 2021, mais la performance reste légèrement en-deçà de celles des autres grands écosystèmes tech européens, selon le baromètre EY 2021 du capital risque. En France, les entreprises de la tech ont levé 11,6 milliards d'euros, soit une progression de 115% sur 2020.

«Tous les records sont battus. La France est aujourd'hui une place forte de l'écosystème européen de la tech «au sein duquel plus de 100 milliards d'euros ont été investis en 2021», souligne Franck Sebagn, associé chez EY, cité dans le baromètre.

Le montant total des levées de fonds françaises et la progression ont toutefois été supérieures au Royaume-Uni, le traditionnel champion européen (32,36 milliards d'euros, +155%), et en Allemagne (16,21 milliards d'euros, +209%).

La progression a également plus forte dans deux économies plus petites mais très performantes en matière de start-up, celles des Pays-Bas (+219% à 5,86 milliards d'euros) et de la Suède (+148% à 7,61 milliards d'euros).

Un baromètre KPMG diffusé en début de semaine dernière donnait une progression comparable de 125% à 10 milliards

d'euros pour la France, une différence qui s'explique notamment par le fait que ce dernier ne prend en compte que les levées supérieures à 3 millions d'euros.

Les deux baromètres EY et KPMG soulignent en tout cas la forte performance des «fintech» (start-up et pépite active dans le paiement et la finance) en 2021.

Dans le baromètre EY, les montants levés ont triplé dans ce secteur à 2,548 milliards d'euros, restant derrière les services internet (3,9 mds d'euros levés) mais passant devant les logiciels et services informatiques (2,2 mds euros).

Les deux grands groupes de conseil prévoient une poursuite de la forte croissance en 2022.

Mais ils soulignent tous les deux que la French Tech doit encore confirmer sa capacité à introduire ses jeunes pousses en Bourse, ou à les faire racheter par un grand groupe, après des premiers signes prometteurs en 2021 (introductions en Bourse d'OVHCloud et Believe).

«Le climat mondial favorable aux introductions en Bourse offre des perspectives structurantes pour les futures champions de la French Tech», souligne Jean-Pierre Valensi, de KPMG.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAIA
DAIRA DE GUERRARA
COMMUNE DE GUERRARA
PCD 2021

Avis d'attribution provisoire

Projet : Réalisation cantine scolaire de groupement scolaire a koudiet chouf

En application de l'article 65 P02 de décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Suite à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales publié dans les journaux « AKHBAR ELYOUM », et « DK NEWS » DU 06/12/2021 au 20/12/2021.

et BOMOP
Le président de l'APC de Guerrara lance un avis d'attribution provisoire concernant au projet cité au dessus, et qu'a l'assue du jugement des offres en date du 29/12/2021 et a après la procédure d'évaluation et analyse des offres a donné le résultat suivant :

Mode d'attribution	Point d'offre Technique	Délai de réalisation	Montant après la révision	Entreprise
الأقل عرض	50/43	05 أشهر	12.569.101.30	Sarl consubat Architecture, Génie Civil, Travaux Publics et Hydraulique - الجزائر -

En application de l'article 82 de décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours au près de la commission des marchés compétente dans un délai de 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire dans le BOMOP ou la presse nationale.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Une si longue nuit



Etudiant de 19 ans, Sami embarque avec lui Gloria, une jeune femme qu'il ne connaît pas et a fait irruption dans sa voiture. Ils se rendent chez elle pour une nuit mêlant sexe, drogues et alcool. Il finit par perdre conscience. A son réveil, il retrouve Gloria morte à côté de lui. Arrêté par la police, il désigne son avocate : Isabelle, spécialisée dans les petits délits, ennemie intime de Jeff, flic au bord de la retraite chargé de l'affaire.

france 2 21:05

Envoyé spécial



A travers des reportages qui nécessitent parfois plusieurs semaines d'enquête en France ou à l'étranger, le magazine aborde un large éventail de sujets (politique intérieure ou étrangère, faits de société, santé publique, environnement, progrès techniques, portraits de personnalités). En prise avec une actualité en mouvement, il permet d'appréhender les enjeux auxquels est confrontée la société. Des grands reportages pour mieux faire comprendre aux téléspectateurs le monde et ce qu'il devient, tel est l'objectif de cette émission présentée par Elise Lucet.

france 3 21:05

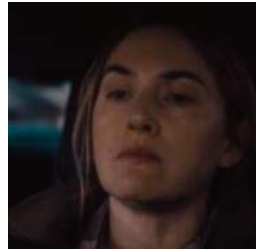
Ce qui nous lie



Jean revient dans sa Bourgogne natale après dix ans passés à faire le tour du monde. Viticulteur en Australie, où il a femme et enfant, le jeune homme a tout laissé pour rentrer en France, voir son père, gravement malade. Il retrouve également sa sœur Juliette et son frère, Jérémie, qui travaillent avec le fidèle Marcel dans l'exploitation familiale. Alors que les vendanges approchent, Juliette ne cache pas sa joie de retrouver Jean. Mais Jérémie, jeune papa, lui en veut toujours d'être parti sur un coup de tête et de ne plus jamais avoir donné de nouvelles.

CANAL+ 21:05

Mare of Easttown



Mare Sheehan, lieutenant de police de la petite ville d'Easttown en Pennsylvanie, doit reprendre les investigations concernant la disparition de Katie, une prostituée disparue un an plus tôt. La mère de la jeune femme intervient régulièrement auprès des médias afin de mettre la pression sur les enquêteurs. De son côté, Erin, une adolescente mère célibataire, s'apprête à rencontrer pour la première fois un homme qui la séduite sur un site de rencontre.

6 21:05

Why Women Kill



Après avoir découvert que la maîtresse de Scooter n'est autre que la fille d'Alma, Rita est furieuse et se venge. Alma est publiquement humiliée à la réception du club de jardinage, et ne comprend pas pourquoi elle n'a pas été choisie. Le même jour, sa fille Dee est virée de son emploi de serveuse. Par ailleurs, Scooter continue de se rapprocher de Catherine afin de la faire partir. Bertram se rend chez une ancienne connaissance, le père Tim, afin de gérer ses pulsions.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2466

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

3									8
2	6	8		9	7	5			
8			2			9			
3	7	4		8					
5	3	1		2					
7		1		6					
6	2	9		7	3	1			
9									

2									3
5	3	2		4	1	9			
9				3		7			
6	7	5		3					
8				8					
4	9	1		8					
2	6	8		3	4	5			
3				4					

5									8
3	9	7		8	5	2			
2		3		9					6
7	8	6		5					
2				6					
8	1	9		7					
6		9		4					
5	7	6		4	9	1			
3									7

Horizontalement:
Verticalement:

- 1 - Promise de l'étalon
 - 2 - Impressions d'élasticité
 - 3 - Préposition - Massif de l'Inde
 - 4 - Apport féminin - Infinitif
 - 5 - Minerais de fer
 - 6 - Tapis
 - 7 - Puits naturel - Début de romance
 - 8 - Ornement incrusté - Beau devant
 - 9 - Suffixe - Pièce de maintien
 - 10 - Eprouvé
- A - Avoir l'avantage
B - Science vinicole
C - Numéral - Montre son dépit
D - Fleur - Commission
E - Lieu de campagne pour Bonaparte
F - Dégouté
G - Propre - Conséquence d'agression
H - Intérieurement - Pointe de rose
I - Nettoyée - Fils arabe
J - Amateur de lentilles - Brillé

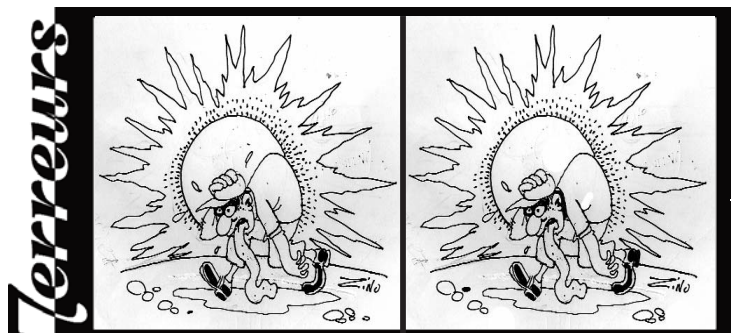


«Les hommes piétinent le bonheur au lieu de le remuer comme une terre délicate.»

Franz Hellens

Mots croisés n°2446

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										



JS.SAOURA

Lancement avant la fin janvier des travaux du centre de formation académique

Les travaux de réalisation du centre de formation académique de la JS.Saoura seront lancés avant la fin du mois de janvier en cours, après un report de quatre mois, a-t-on appris mercredi de la direction du club sociétaire de la ligue Une.

“La direction du club va lancer les travaux de réalisation de cet important projet de formation spécialisée en football avant la fin de ce mois de janvier, après un report de quatre mois pour plusieurs considérations administratives et techniques”, a affirmé à l’APS Abdelwahab Houceini, chargé de communication de ce club phare de la Saoura.

Ce projet, dédié à la prise en charge de la formation académique des jeunes talents en football, sera implanté sur une superficie de six (6) hectares au sud de la commune de Bechar, a-t-il précisé. La récente visite du chef de l’exécutif de wilaya au site de formation de ce futur centre de formation académique, en compagnie des dirigeants du club, a permis la levée de plusieurs contraintes administratives et techniques à l’origine des retards enregistrés en matière de lancement de ses travaux, a-t-il fait savoir. Des instructions fermes ont été données par le premier responsable de la wilaya à l’Assemblée populaire communale et au chef de la daïra de Bechar pour accélérer les processus légaux et logistiques pour l’entame du chantier de réalisation de ce projet sportif, qui aura des répercussions positives sur la prise en charge et la formation des jeunes talents de différentes régions du pays, a ajouté M.Hoceini.

Cinq (5) terrains d’entraînement, une piste d’athlétisme de 400 mètres, une piscine semi-



olympique, des gradins d’une capacité d’accueils de 1.000 places, en plus d’une salle omnisports seront réalisés dans le cadre de ce projet, selon le responsable de la communication de la JS. Saoura. Cinq (5) classes de cours pour les besoins du segment pédagogique de ce centre, et qui sera pris en charge par des spécialistes et encadreurs spécialisés dans la formation footballistique, sont prévus dans ce projet.

Selon le même responsable, ces servitudes dont aura besoin cette structure de formation répondront aux normes nationales et internationales en la matière et ce dans le but de permettre aux futurs adhérents de cette structure de formation spécialisée de bénéficier de bonnes conditions de formation académique et d’entraînement ainsi que d’une infrastructure et

d’une logistique à la mesure de l’ambition du club de faire de ce centre de formation académique “une véritable école pouvant pourvoir la JS Saoura en joueurs de qualité et de niveau”.

“Livrablé en 24 mois, la structure verra aussi la réalisation de plusieurs autres installations, dont des salles de soins et de massage, des bureaux pour le personnel médical et paramédical, ainsi qu’un hôtel de 34 chambres et huit (8) boutiques pour la commercialisation des différents produits dérivés du club et autres équipements sportifs”, a fait savoir M.Houceini.

“C’est pour pallier au manque criard de structures de formation sportives dans le Sud-ouest du pays, que l’idée de concrétisation de ce projet a été portée par les dirigeants du club, à leur tête Mohamed Zerouati”, a-t-il conclu.

SPORT - JM 2021

Salim Dada nommé président de la commission des cérémonies d’ouverture et de clôture

Le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), vice-président du Comité d’organisation des JM Oran 2021, Abderrahmane Hammad, a procédé, ce mercredi, à l’installation officielle de Salim Dada, au poste du président de la commission des cérémonies d’ouverture et de clôture et l’organisation des activités culturelles de ces jeux prévus du 25 juin au 5 juillet prochain.

La cérémonie d’installation s’est déroulée au siège

du COA à Alger en présence des membres de ladite commission des différents secteurs ministériels, précise la même source. Le commissaire aux Jeux méditerranéens d’Oran Mohamed-Aziz Derouaz avait récemment insisté sur l’importance de la réussite des cérémonies d’ouverture et de clôture. Pour rappel, la cérémonie de clôture des JM2021 coïncidera avec le 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale et la fête de la jeunesse.

NATATION (CHAMPIONNAT NATIONAL D’HIVER-2022)

Plus de 300 nageurs en lice à Sétif

Le coup d’envoi du championnat national d’hiver de natation 2022 des catégories minimes, juniors et open, a été donné, mercredi, à la piscine olympique El-Bez de Sétif avec la participation de 313 nageurs, dont 108 filles, représentant 51 clubs du pays.

Organisé par la Fédération algérienne de natation (FAN) en coordination avec la Ligue de wilaya de la discipline, cette manifestation sportive de quatre jours se disputera en 8 séances sous formes de finales directes pour les catégories juniors et minimes, tandis que pour la catégorie open, les nageurs participeront à des éliminatoires le matin et à la finale l’après-midi, a précisé à l’APS, la chargée de communication de la FAN, Amina Kestini.

Selon la même source, l’application des mesures de prévention contre la Covid-19 a réduit le nombre de participants de 364 à 313, puisque 51 athlètes ont été contrôlés positifs. De son côté, le directeur technique nationale (DTN) de na-

tation, Mohamed-Lamine Benabderrahmane a indiqué que c’est le premier championnat national à avoir été précédé par des tournois éliminatoires organisés par 18 Ligues de wilaya où les nageurs doivent obtenir des temps minima dans chaque catégorie pour se qualifier.

Cela, a-t-il estimé, rendra cette compétition très serrée notamment avec la présence d’éléments des équipes nationales comme Djawad Sayoud, Amel Melih, Rania Nefsi, Nazim Benbara et Farès Ben-zidane.

Le même technicien a relevé que l’organisation de ce championnat national sous cette nouvelle formule s’inscrit dans le cadre de la nouvelle politique de la Fédération pour le mandat 2021/2024, afin d’évaluer le niveau des nageurs et actualiser les listes des sélections nationales en préparation aux rendez-vous internationaux dont les jeux méditerranéens auxquels la FAN accorde un grand intérêt. Le directeur de la piscine

olympique El-Bez, Boubaker Chennane, a noté que la direction de la jeunesse et des sports et l’Office du complexe 8 mai 1945 ont mis en place toutes les conditions nécessaires pour la réussite de ce championnat.

Il a également souligné qu’une importante enveloppe financière a été consacrée pour une grande opération de réhabilitation de cette piscine en prévision des prochaines compétitions dont le championnat arabe de natation.

JOURNÉE INTERNATIONALE DU SPORT FÉMININ

Plusieurs activités programmées aux Andalouses (Oran) ce week-end

Plusieurs activités sportives et d’animation artistiques et culturelles sont programmées ce week-end par la Ligue oranaise de voile à l’occasion de la Journée internationale du sport féminin, célébrée chaque année le 24 janvier, a-t-on appris mercredi auprès de la Ligue.

Mais comme la célébration de cette événement coïncide avec une journée ouvrable, la Ligue oranaise de voile a décidé d’avancer ses festivités pour les programmer vendredi et samedi prochains au niveau du Complexe touristique des Andalouses à Aïn-El Turck, a indiqué, à l’APS, son président Nazim Addou.

Il s’agit d’une deuxième activité, initiée par la Ligue oranaise de voile dédiée à la gent féminine en l’espace de quelques semaines après avoir organisé, dans les mêmes lieux, une autre manifestation visant l’insertion de la femme dans le sport en général et la voile en particulier, rappelle-t-on. S’étendant sur deux jours, la nouvelle action de la Ligue oranaise plaide pour le

même objectif, a expliqué son premier responsable en poste depuis le 7 décembre dernier, succédant à Arif Redouane qui a démissionné pour cumul de fonctions.

“Les activités programmées pour l’occasion au Complexe des Andalouses visent à promouvoir la pratique sportive féminine et à ancrer le sport au féminin dans les usages”, a encore dit M. Addou, qui table sur une présence massive des femmes, lui qui a été encouragé par «la réussite» du premier événement organisé par son instance.

Depuis 2014, la Journée internationale du sport féminin est célébrée le 24 janvier. Constatant la sous-médiatisation du sport féminin, le Conseil supérieur de l’audiovisuel français ont ainsi lancé en collaboration avec le Comité national olympique et sportif français la Journée internationale du sport féminin. L’objectif étant de permettre au sport féminin de gagner en visibilité et de contribuer à sa meilleure représentation dans les médias.

BASKET - DIVISION NATIONALE 1 (DAMES - MISE À JOUR)

Victoire de la JF Kouba devant l’USA Batna (48-47)

La JF Kouba s’est imposée devant l’USA Batna sur le score de 48 à 47, en match comptant pour la mise à jour de la 3e journée du Championnat d’Algérie de basket-ball, Division nationale 1 (dames), disputé mardi à Batna. A faveur de cette victoire, la JF Kouba (10 points) rejoint le MT Sétif à la 3e place du classement, alors que l’USA Batna (8 points) occupe, conjointement, le 5e rang avec le RC Bordj Bou Arréridj, le DNRB Staouéli et le MC Alger.

Cette rencontre, prévue initialement le 24 décembre dernier à Alger, avait été reportée en raison de l’absence du service d’ordre et a été reprogrammée à Batna selon

les règlements en vigueur. Par ailleurs, les rencontres de la 7e journée de la Division Nationale 1 (dames) sont programmées vendredi et samedi prochains.

Mise à jour de la 3e journée :

JF Kouba - USA Batna	48	47
Classement :	Pts	J
1. HD Marines	12	6
--. GS Cosider	12	6
3. MT Sétif	10	6
--. JF Kouba	10	6
5. RCBB Arreridj	8	6
--. DNRB Staouéli	8	6
--. MC Alger	8	6
--. USA Batna	8	6
9. CRAM Constantine	7	6
--. USM Alger	7	6

HAND - CAN FÉMININ (CADETTES - JUNIORS)

Les Algériennes en stage à partir 25 janvier à Alger

Les sélections algériennes féminines de handball, cadettes (U18) et juniors (U20), seront en stage de préparation du 25 janvier au 3 février au Centre national de regroupement des talents de l’élite sportive de Souidania (Alger), en prévision de leur participation à la Coupe d’Afrique des nations prévue fin février à Conakry (Guinée). “Toutes les joueuses convoquées devront fournir un test antigénique négatif à la Covid-19 pour pouvoir prendre part au stage”, a indiqué la Fédération algérienne de la discipline dans un communiqué. Le tirage au sort de la Coupe d’Afrique des nations (juniors filles), effectué samedi dernier, a placé l’Algérie dans le groupe B aux côtés du pays organisateur, la Guinée, du Nigeria et de la Gambie. Chez les cadettes, les organisateurs ont choisi une formule avec une seule poule composée de la Guinée (organisateur), de l’Algérie, de l’Egypte, de la Sierra Leone et de la Guinée Bissau. La Coupe d’Afrique des nations juniors est qualificative pour le Championnat du monde de la catégorie prévu du 21 juin au 7 juillet 2022, alors que la CAN cadettes est qualificative pour le Mondial-2022 en Géorgie, du 2 au 14 août.

SPORTS NAUTIQUES

La Fédération projette de faire fabriquer des planches à voile au niveau local

La Fédération algérienne de voile a annoncé mercredi qu’elle envisage de lancer à moyen terme un nouveau prototype de planches, qui sera “conçu au niveau local”, et qui devrait pouvoir “répondre aux besoins” des clubs. Une tâche que la FAV compte confier aux ateliers “Houdine Custom”, un shaper spécialisé dans la fabrication de prototypes de planches à voile et la réparation de bateaux, a-t-on encore appris de même source. Un choix motivé par le fait que “les ateliers Houdine bénéficient d’une grande expérience dans le domaine, ainsi que dans la mécanique des fluides et la construction navale”. Dans cette perspective, des représentants de la fédération ont effectué une visite aux ateliers cette entreprise et se sont dits “satisfaits” de la qualité du matériel inspecté. Une production locale, qui devrait soulager considérablement le budget des clubs, car le matériel pédagogique importé de l’étranger coûte souvent trop cher.



COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS CAN-2021

CAN-2021 (GR.E) CÔTE D'IVOIRE - ALGÉRIE Gagner pour rester en vie

Plus que jamais dos au mur, l'équipe nationale de football doit impérativement s'imposer face à la Côte d'Ivoire, jeudi au stade de Japoma à Douala (17h00), pour pouvoir se qualifier aux 1/8es de finale de la 33e Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février).

Avec un seul point au compteur, au terme des deux premières journées (Gr.E), les "Verts" n'auront plus droit à l'erreur, s'ils ne veulent pas quitter la compétition précocement, et delà, échouer à poursuivre la défense de leur titre décroché en 2019 en terres égyptiennes.

La victoire est donc obligatoire pour les joueurs du sélectionneur national Djamel Belmadi, qui doit chercher les solutions de quoi permettre aux champions d'Afrique de retrouver leur football, et surtout leur efficacité offensive, qui leur fuit depuis le début de la compétition.

Accrochée d'entrée par la Sierra-Leone d'entrée (0-0), puis battue par la Guinée équatoriale (0-1), deux équipes classées en dessous du Top 100 du classement de la Fifa, la sélection nationale sera cette fois-ci face au leader du groupe et l'un des favoris de la compétition.

"Le dernier match face à la Côte d'Ivoire sera difficile. Nous sommes dans une mauvaise situation, mais nous n'acceptons jamais de quitter le tournoi sans faire notre possible pour essayer de se racheter."

Maintenant, il y'a une qualification qu'il faudra aller chercher. Il ne faut jamais se voir vaincu", a indiqué Belmadi, à l'issue de la défaite concédée face au "Nzalang Nacional", qui a mis fin à une série de 35 matchs d'invincibilité.

Pour essayer de booster un groupe en proie au doute,



Belmadi a beaucoup parlé à ses joueurs, une manière de les remobiliser en vue de ce match capital face aux Ivoiriens. Il a été également question d'un travail intense sur le plan offensif, puisque l'équipe nationale s'est montrée impuissante dans ce secteur.

Le constat est inquiétant d'autant que c'est la première fois que l'équipe nationale échoue à marquer au moins un but en deux matchs de suite, depuis l'arrivée de Belmadi en août 2018.

Sur le plan de l'effectif, le coach Belmadi va devoir compter de nouveau sur les services du défenseur central Abdelkader Bedrane, remis d'une légère blessure au genou, qui l'a privé du match face à la Guinée équatoriale.

Le milieu défensif Ramiz Zerrouki sera également à

la disposition de Belmadi, lui qui a raté les deux premiers rendez-vous de cette CAN-2021, en raison d'une blessure au talon.

En revanche, le défenseur central Djamel Belmadi, victime d'une elongation musculaire, ainsi que le milieu offensif Adam Ounas, en phase de reprise, sont forcés.

Côté ivoirien, les joueurs du sélectionneur français Patrice Beaumelle, vont aborder cette rencontre avec l'intention d'éviter la défaite, puisque un seul point leur suffit pour valider leur billet au prochain tour.

Les "Eléphants" seront amoindris par l'absence du défenseur Eric Bailly et de l'attaquant Wilfried Zaha, blessés. Ce 23e duel entre les deux sélections, toutes compétitions confondues, sera dirigé par le Sud-africain

Victor Miguel de Freitas Gomes, assisté de son compatriote Thusu Granville, et Souru Phatsokane du Lesotho, alors que le quatrième arbitre est le Burundais Pacifique Ndabihawenimana.

Dans l'autre match de cette poule, la Sierra-Leone et la Guinée équatoriale s'affronteront au même horaire au stade de Limbé, dans un autre rendez-vous décisif pour la qualification.

Au terme de la 2e journée, la Côte d'Ivoire occupe la tête du classement avec 4 points, devant la Guinée équatoriale (3 pts).

La Sierra-Leone suit à la 3e place (2 pts), alors que l'Algérie ferme la marche avec un seul point.

Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifieront aux huitièmes de finale de la CAN-2021.

23e confrontation algéro-ivoirienne dont la 9e en phase finale

L'équipe nationale algérienne de football, championne d'Afrique en titre, affrontera jeudi à Douala, son homologue de la Côte d'Ivoire pour la 23e fois, dont la 9e en phase finale, lors de la 33e édition de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 7 février), pour le compte de la 3e journée du groupe E de la compétition.

La nouvelle confrontation algéro-ivoirienne, sera donc la 23e (toutes

compétitions confondues) entre les deux grandes nations, avec une égalité quasi parfaite (7 V - 8 N - 7 D) avec un léger avantage pour les Verts (26 buts inscrits - 24 encaissés).

Ce jeudi à Douala, Algériens et Ivoiriens se retrouvent dans un duel décisif, à l'instar de l'édition-1992 en Sénégal, lorsque les "Verts" ont été sortis de la compétition, suite à leur défaite (0-3).

Le bilan des huit confrontations en phases finales, est également identique

avec 3 victoires et deux nuls pour chaque sélection, mais une différence de buts favorable aux "Eléphants" (15-11) Il faut remonter au 11 janvier 1968 à Addis-Abeba (Ethiopie) pour voir la première confrontation remportée par les Ivoiriens (3-0) alors que la 8e et dernière rencontre avait eu lieu le 11 juillet 2019 à Suez (Egypte) en quarts de finale de la CAN-2019, remporté aux tirs au but (1-1, 4-3) par le tenant du titre continental.

Finalement le Sud-africain de Freitas Gomes à la place du Gambien Gassama au sifflet

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné mardi l'arbitre sud-africain Victor Miguel de Freitas Gomes pour diriger le match Côte d'Ivoire - Algérie, jeudi au stade de Japoma à Douala (17h00), dans le cadre de la 3e journée (Gr.E) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février).

Des sources internes à la CAF ont annoncé un peu plus tôt dans la journée la dési-

gnation du Gambien Bakary Papa Gassama.

Finalement, l'instance continentale a annoncé officiellement tard dans la soirée la désignation du referee sud-africain.

Victor Miguel de Freitas Gomes (39 ans), international depuis 2011, sera assisté de son compatriote Thusu Granville, et Souru Phatsokane du Lesotho, alors que le quatrième arbitre est le Burundais Pacifique Ndabihawenimana. Il s'agit du

deuxième match pour cet arbitre durant cette CAN-2021, après avoir dirigé Nigeria - Soudan (3-1), disputé samedi au stade Omnisports Roumé Adja à Garoua, pour le compte du groupe D. Accrochée d'entrée mardi dernier par la Sierra-Leone (0-0), l'équipe nationale s'est faite piéger dimanche par les Equato-guinéens (0-1), pour la première fois après une série de 35 matchs d'invincibilité. Fermant la marche du groupe E avec un

seul point, l'Algérie devra impérativement battre la Côte d'Ivoire (4 pts) pour espérer arracher sa qualification aux 1/8es de finale.

L'autre match de cette poule opposera la Sierra-Leone (2 pts) à la Guinée équatoriale (3 pts), le même jour au stade de Limbé (17h00).

Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifieront aux huitièmes de finale de la CAN-2021.

Historique des matches, Algérie - Côte d'Ivoire, en phases finales:

- 1. 11 janvier 1968 à Addis-Abeba (Phase finale de la CAN-1968/Ethiopie):

Algérie - Côte d'Ivoire 0-3

- 2. 13 mars 1988 à Casablanca (Phase finale de la CAN-1988/Maroc)

Algérie - Côte d'Ivoire 1-1

But: Belloumi

- 3. 5 mars 1990 à Alger (Phase finale de la CAN-1990/Algérie)

Algérie - Côte d'Ivoire 3-0

Buts: Menad, Chérif El-Ouzzani, Oudjani

- 4. 13 janvier 1992 à Ziguinchor (Phase finale de la CAN-1992/Sénégal)

Algérie - Côte d'Ivoire 0-3

- 5. 24 janvier 2010 à Cabinda (Phase finale de la CAN-2010/Angola)

Algérie - Côte d'Ivoire 3-2

Buts: Mansouri, Bougherra, Bouazza.

- 6. 30 janvier 2013 à Rustenburg (Phase finale de la CAN-2013/Afrique du Sud)

Algérie - Côte d'Ivoire 2-2

Buts: Feghouli, Soudani

- 7. 7 janvier 2015 à Malabo (Phase finale de la CAN-2015/Guinée équatoriale)

Algérie - Côte d'Ivoire 1-3

But: Soudani

- 8. 11 juin 2019 à Suez (Phase finale de la CAN-2019/Egypte)

Algérie - Côte d'Ivoire 1-1 (Algérie aux tab: 4-3)

Buts: Feghouli

Les buteurs algériens: Feghouli (2), Soudani (2), Belloumi (1), Menad (1), Chérif El-Ouzzani (1), Oudjani (1), Mansouri (1), Bougherra (1) et Bouazza (1).

Totaux:	J	G	N	D	BP	BC
Algérie:	8	3	2	3	11	15
Côte d'Ivoire:	8	3	2	3	15	11.

Les 10 derniers matches de l'Algérie avant d'affronter la Côte d'Ivoire jeudi à Douala

Les dix dernières rencontres de l'Algérie avant d'affronter la Côte d'Ivoire jeudi (17h00) à Douala, pour le compte de la 3e journée du Groupe E, de la Coupe d'Afrique des Nations-2021 (reportée à 2022), prévue au Cameroun (9 jan - 6 fév 2022).

15 janvier 2022 à Douala (Phase finale CAN-2021)

Algérie - Guinée équatoriale 0-1

11 janvier 2022 à Douala (Phase finale CAN-2021)

Algérie - Sierra Leone 0-0

5 janvier 2022 à Doha (amical):

Algérie - Ghana 3-0

Buts: Ounas (8e), Jonathan Mensah (csc 74e), Slimani (79e).

16 novembre 2021 à Blida ((Mondial-2022/Qualifications):

Algérie - Burkina Faso 2-2

Buts: Mahrez (21e), Feghouli (67e)

12 novembre 2021 au Caire (Mondial-2022/Qualifications):

Djibouti - Algérie 0-4

Buts: Belali (29e), Ben Rahma (40e), Feghouli (42e), Slimani (87e)

12 octobre 2021 à Niamey (Mondial-2022/Qualifications):

Niger - Algérie 0-4

Buts: Mahrez (20e), Mandi (27e), Bennacer (47e), Bounedjah (54e)

8 octobre 2021 à Blida (Mondial-2022/Qualifications):

Algérie - Niger 6-1

Buts : Mahrez (27e, 59e s.p), Yousouf Oumarou (47e, c.s.c.), Souleymane Zakari (70e, c.s.c), Slimani (76e, 88e)

7 septembre 2021 à Marrakech, Maroc (Mondial-2022/Qualifications):

Burkina Faso - Algérie 1-1

But : Feghouli (18e)

2 septembre 2021 à Blida (Mondial-2022/Qualifications):

Algérie - Djibouti 8-0

Buts : Slimani (5e, 24e s.p, 46e et 53e), Bensebaini (26e), Bounedjah (38e s.p), Mahrez (66e), Zerrouki (68e)

11 juin 2021 à Tunis (amical):

Tunisie - Algérie 0-2

Buts: Bounedjah (18e) et Mahrez (27e)

Bilan en 10 matches : 6 victoires, 3 nuls, 1 défaite

Buts marqués : 30 / **Buts encaissés :** 5

Buteurs : Slimani (7), Mahrez (6), Bounedjah (4), Feghouli (3), Ounas (1), Mandi (1), Bensebaini (1), Zerrouki (1), Bennacer (1), Y. Oumarou (c.s.c), S. Zakari (c.s.c), Benrahma (1), Belaili (1), J.Mensah (c.s.c).



COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS CAN-2021

CAN-2021 (GR.E) CÔTE D'IVOIRE - ALGÉRIE Belmadi : "Déterminés et motivés pour gagner"

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, a déclaré mercredi que les "Verts" étaient "déterminés et motivés", pour tenter de battre la Côte d'Ivoire, jeudi au stade de Japoma à Douala (17h00), et arracher leur qualification aux 1/8es de finale de la 33e Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février).



"Nous sommes conscients que tout le monde s'attend à une bonne réaction de notre part.

C'est à nous de nous racheter, et prouver nos qualités sur le terrain.

On n'est pas loin d'atteindre notre objectif, il nous suffit juste d'être plus tuteurs devant les buts.

Nous sommes déterminés et motivés. J'ai confiance en mes joueurs.

Peu importe l'adversaire, le plus important est de gagner", a indiqué Belmadi, lors d'une conférence de presse d'avant-match, tenue au stade de Japoma.

Avec un seul point au compteur, au terme des deux premières journées (Gr.E), les Verts n'auront plus droit à l'erreur, s'ils ne veulent pas quitter la compétition précocement, et de là échouer à poursuivre la défense de leur titre décroché en 2019 en terre égyptienne.

"Ca aurait pu être une finale du tournoi, un peu comme l'avait été notre match en 2019 face au Sénégal. Deux grandes nations qui s'affrontent.

En espérant que ça sera un beau match", a-t-il ajouté.

Interrogé sur le début laborieux des champions d'Afrique dans cette 33e édition, Belmadi a de nouveau déploré le manque d'efficacité en attaque.

"Sur les deux rencontres, l'Algérie n'était pas méconnaissable.

C'était une équipe nationale inefficace, qui a joué de malchance, on n'a pas pu concrétiser les occasions qu'on a pu avoir.

Lors du dernier match face à la Guinée équatoriale, on misait tout sur la victoire, c'est anecdotique, on a pris un but, presque gag".

Et d'enchaîner : "J'ai 100% confiance en mes joueurs, c'est évident. On

peut parler jour et nuit mais le plus important se passe sur le terrain.

On doit battre n'importe quelle équipe qui arrive.

J'espère qu'on le montrera demain InchAllah".

Belmadi a parlé d'une "situation d'urgence", pour essayer de renverser la tendance jeudi, et arracher la qualification pour le prochain tour de la compétition.

"Nous devons gagner, si on veut continuer à exister.

Pour le faire, contre une grosse équipe ivoirienne, il doit y avoir une stratégie, un plan de bataille, selon les qualités collectives et individuelles de l'adversaire.

Sur l'aspect psychologique, il y a une situation d'urgence, car si tu ne gagnes pas, tu es éliminé.

Il y a des calculs, une pression, mais ça doit être positif, c'est un challenge.

Nous avons toujours répondu présent, ce n'est pas nouveau.

A nous de prouver qu'on a des qualités psychologiques et morales".

"J'ai toujours été dans le dur"

Dos au mur, l'équipe nationale est appelée plus que jamais à puiser dans ses ressources pour s'extirper de cette mauvaise posture, et poursuivre son aventure dans la quête de la défense de son titre.

En dépit de cette situation complexe, Belmadi reste serein, rejetant l'idée d'être face au plus difficile rendez-vous depuis son arrivée sur le banc en août 2018.

"Ca fait déjà trois ans que c'est difficile. Faire une finale de la CAN est difficile aussi.

Demain ça ne sera pas facile, mais même dans nos matchs de préparation j'ai toujours eu le sentiment qu'on jouait nos vies.

Tous les matchs que j'ai

eus avec la sélection ont été difficiles, notamment au début, quand nous étions dans une situation peu relictante.

J'en ai eu des matchs couverts auparavant. Il n'y a rien de nouveau pour moi, en tant que coach je dois assumer les décisions.

J'ai toujours été dans le dur. J'avais accepté de venir alors que j'étais tranquille chez moi au Qatar, mais j'avais accepté de relever le défi, car j'aime mon pays.

Je vis avec cette pression-là, car je l'ai voulu".

Concernant l'adversaire, dont ce sera le 23e duel face à l'Algérie, toutes compétitions confondues, Belmadi a indiqué que les "Ivoiriens" chez 2022 sont différents de ceux qui avaient affronté l'Algérie, en quart de finale de la CAN-2019 en Egypte (1-1, aux t.a.b : 3-4).

"La Côte d'Ivoire a changé par rapport à celle que nous avons affrontée en 2019, avec de nouveaux joueurs et un nouveau sélectionneur. Nous sommes

devant une autre situation, d'autres circonstances.

Le socle est toujours là mais la moitié de l'équipe a changé.

On ne peut pas toujours rester dans le passé même si on peut en apprendre".

Enfin, Belmadi s'est abstenu d'évoquer l'état de la pelouse, très contestée, du stade de Japoma, alors que le Comité local d'organisation a décidé de maintenir cette rencontre à Douala, rejetant une demande délocalisation formulée par la Fédération algérienne (FAF).

Au terme de la 2e journée, la Côte d'Ivoire occupe la tête du classement avec 4 points, devant la Guinée équatoriale (3 pts).

La Sierra-Leone suit à la 3e place (2 pts), alors que l'Algérie ferme la marche avec un seul point.

Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs se qualifieront aux huitièmes de finale de la CAN-2021.

Concentration maximale chez les Verts

Concentrés et appliqués, les joueurs de l'équipe nationale de football, ont effectué mardi après-midi leur avant-dernière séance d'entraînement, à huis clos, à l'annexe sud du stade de Japoma à Douala, à deux jours du match décisif face à la Côte d'Ivoire jeudi (17h00), pour le compte de la 3e journée (Gr.E) de la CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février).

Cette séance a été marquée par la présence de l'ensemble des joueurs, même si certains d'entre eux se sont entraînés à l'écart du groupe.

Il s'agit du défenseur central Djamel Belamri, victime d'une déchirure musculaire, qui va le priver du match face aux Eléphants ivoiriens.

Le sociétaire du Qatar a fait le déplacement avec ses coéquipiers sur le terrain d'entraînement, mais il s'est contenté d'un travail en solo avec le préparateur physique, sous l'œil attentif du staff médical.

De son côté, le défenseur Abdelkader Bedrane, blessé au genou, est en train de récupérer progressivement, lui qui n'a pu tenir sa place dimanche face à la Guinée équatoriale (0-1).

La participation du joueur de l'ES Tunis jeudi face à la rencontre de jeudi n'a pas encore été tranchée.

Le milieu offensif Adam Ounas a rejoint, quant à lui, le reste du groupe un peu plus tard individuellement, après avoir effectué une séance de soins à l'hôtel.

Le N.33 du Napoli (Serie

Mahrez : " Je crois en la qualification "

Le capitaine de l'équipe nationale de football, Riyad Mahrez, s'est montré rassurant et serein, à la veille du match décisif face à la Côte d'Ivoire, jeudi au stade de Japoma à Douala (17h00), comptant pour la 3e journée (Gr.E) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février).

" Nous sommes prêts et motivés. Toute la nation est derrière nous. Tous les feux sont au vert pour réussir et on mérite de se qualifier au prochain tour, mais on doit le montrer sur le terrain. Je n'ai pas envie de perdre et rentrer chez moi. Je crois en la qualification. Je ne peux pas vous dire qu'on va gagner mais je vous garantis qu'on va tout faire pour.

Je suis confiant et j'espère rester ici plus longtemps", a indiqué Mahrez, lors de la conférence de presse d'avant-match tenue au stade de Japoma.

L'équipe nationale, tenante du titre, a complètement raté ses débuts dans cette 33e édition, en se faisant d'abord accrocher d'entrée par la Sierra-Leone (0-0), avant de concéder une surprenante défaite devant la Guinée équatoriale (0-1).

Avec un seul point au compteur, les " Verts " devront impérativement battre les Ivoiriens pour espérer valider leur ticket pour les 1/8es de finale.

" La pression? Nous vivons avec, on l'a toujours. Mais il s'agit d'un peu plus de pression au vu de notre situation compliquée au sein du groupe. On doit savoir la gérer. Depuis 2016 ou 2017, j'ai toujours eu plus de responsabilité avec tout ce que je fais avec mon club.

Nous avons montré auparavant, qu'on savait jouer avec la pression, on sait rebondir dans les moments difficiles. Le match s'annonce ouvert. Les quatre équipes aspirent à se qualifier", a-t-il ajouté.

Incapable de marquer le moindre but lors des deux premiers matchs du tournoi, l'équipe nationale a montré ses limites sur le plan offensif. Interrogé sur ce manque d'efficacité, Mahrez a relevé la nécessité d'être plus lucides, en vue du rendez-vous capital face au leader du groupe. " Je ne peux pas l'expliquer. Sur tous nos matchs avec Belmadi, on n'a pas réussi à marquer sur les deux derniers matchs uniquement. On doit plus travailler et frapper souvent au but. Nous devons rester optimistes, et croire en nous, pour essayer de renverser la tendance". En tant que capitaine, Mahrez a voulu prendre ses responsabilités, et évoquer le message qu'il compte adresser à ses coéquipiers.

" Le message est simple: on doit gagner. On a manqué d'efficacité, et on doit être plus spontané dans le dernier geste. Quand on est dos au mur, on ne doit pas trop parler, tout le monde sait ce qu'il a à faire". Enfin, Mahrez s'apprête à retrouver la Côte d'Ivoire, deux ans et demi après la confrontation en quart de finale de la CAN-2019 au stade de Suez en Egypte.

" En 2019, c'était déjà un 1/4 de finale, on devait tous les deux gagner pour passer. Là c'est différent, ils sont pratiquement déjà qualifiés. Ce sera un match ouvert et différent avec d'autres calculs.

Les deux équipes voudront gagner", a-t-il conclu. Au terme de la 2e journée, la Côte d'Ivoire occupe la tête du classement avec 4 points, devant la Guinée équatoriale (3 pts). La Sierra-Leone suit à la 3e place (2 pts), alors que l'Algérie ferme la marche avec un seul point. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs se qualifieront aux huitièmes de finale de la CAN-2021.

A italienne), blessé à la cheville, s'est contenté également d'un travail en solo.

Le milieu de terrain Ramiz Zerrouki s'est entraîné avec le groupe pour la deuxième fois de suite, et confirme ainsi son retour au premier plan, après avoir souffert d'une blessure au talon, qui l'a privé des deux premiers matchs du tournoi.

Cette séance d'entraînement de plus de deux heures, a été axée principalement sur l'aspect technico-tactique, avec notamment un travail offensif intense devant les buts.

Lors des deux premiers matchs de la compétition, les champions d'Afrique n'ont réussi à marquer aucun but.

Accrochée d'entrée mardi dernier par la Sierra-Leone

(0-0), l'équipe nationale s'est faite piéger par les Equato-guinéens (0-1), qui ont réussi l'exploit de mettre fin à la série d'invincibilité de 35 matchs des champions d'Afrique, enclenchée en 2018.

Fermant la marche du groupe E avec un seul point, l'Algérie devra impérativement l'emporter jeudi face au leader la Côte d'Ivoire (4 pts) pour espérer arracher sa qualification au 1/8es de finale.

L'autre match de cette poule opposera la Sierra-Leone (2 pts) à la Guinée équatoriale (3 pts), jeudi au stade de Limbé (17h00).

Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs se qualifieront aux huitièmes de finale de la CAN-2021.

LE REAL A TROUVÉ UN NOUVEAU GARDIEN

Bientôt en fin de contrat avec Naples, David Ospina pourrait rejoindre le Real Madrid la saison prochaine à la place du jeune Lunin. D'après les informations de la presse espagnole, le Real Madrid cherche activement une porte de sortie à son jeune gardien remplaçant Andriy Lunin (22 ans). En manque de temps de jeu sous les ordres de Carlo Ancelotti, l'Ukrainien pourrait terminer la saison du côté de l'Ajax Amsterdam, alors qu'André Onana est attendu à l'Inter Milan cet été. Le séjour néerlandais de Lunin pourrait même se conclure en transfert définitif, puisque le Real Madrid a déjà une autre piste en tête.



GERRARD VEUT RÉCUPÉRER LUIS SUAREZ CET ÉTÉ

En fin de contrat à l'Atlético Madrid en juin prochain, Luis Suarez pourrait retrouver Steven Gerrard à Aston Villa la saison prochaine. Après Philippe Coutinho, Steven Gerrard va-t-il convaincre Luis Suarez de rejoindre Aston Villa ? Selon le journaliste catalan Gerard Romero, le coach des Villans a téléphoné à son ancien coéquipier de Liverpool pour lui proposer de le rejoindre à Birmingham l'été prochain, à l'expiration de son contrat à l'Atlético Madrid. Le buteur uruguayen de 34 ans, auteur de 9 buts en 27 apparitions cette saison avec les Colchoneros, est très intéressé par cette perspective de retrouver Gerrard en Premier League selon Romero et aurait même déjà repoussé des offres de Palmeiras, de Corinthians, de l'Atlético Mineiro ainsi que d'un club du Moyen-Orient.

HAZARD A SNOBÉ L'OFFRE À 40 M€...

Approché par Newcastle cet hiver, Eden Hazard a refusé de rejoindre les Magpies pour continuer à disputer la Ligue des champions.

Véritable flop depuis son arrivée au Real Madrid, Eden Hazard aurait enfin pris la décision de changer d'air cet été. Mais la situation s'annonce plus compliquée que prévu pour le Belge à en croire les informations de Marca. L'ancien attaquant de Chelsea – qui pourrait disputer son dernier match avec les Merengues jeudi (19h) face à Elche en Coupe du Roi – fait beaucoup moins rêver que lors de ses années en Premier League. En trois ans, sa valeur marchande est passée de 150 à 18 millions d'euros... Et si Hazard veut quitter le Real Madrid, il a aussi certaines exigences. En effet, le Real Madrid a reçu une offre de 40 millions d'euros de la part de Newcastle, mais le joueur l'a balayé d'un revers de la main car il souhaite rejoindre un club en lice pour la Ligue des champions comme le rapporte le Daily Mail. Sur le papier les pistes menant à Chelsea ou Lille, ses deux anciens clubs, restent d'actualité mais le salaire XXL d'Eden Hazard pourrait bien les refroidir tous les deux. Un véritable casse-tête en perspective pour Carlo Ancelotti, qui pourrait bien traiter le boulet Hazard encore six mois de plus.



L'Olympique de Marseille a officialisé l'arrivée DE KOLASINAC

Ce mardi, l'Olympique de Marseille a officialisé l'arrivée du latéral gauche Soud Kolosinac (28 ans), libéré par Arsenal et signé jusqu'en juin 2023. Sur le réseau social Instagram, l'international bosnien a défilé son premier message, en français, aux fans de l'actuel 3e de la Ligue 1. "Bonjour Marseille ! Je suis heureux de vous annoncer que je fais désormais partie de l'Olympique de Marseille ! J'ai hâte de relever de nouveaux défis dans la plus belle ville de France. Allez l'OM", a publié l'ancien joueur de Schalke 04. Recruté pour compenser le départ de l'ancien joueur de Schalke 04, recruté pour compenser le départ de Jordan Amavi, prêté avec option d'achat à l'OGC Nice sur ce mercato d'hiver, Kolosinac va se retrouver en concurrence avec Luan Pires sous les ordres de l'entraîneur marseillais Jorge Sampaoli.

Une tuile pour Marco Asensio

Marco Asensio est blessé. Le joueur espagnol était très en forme ces dernières semaines avec le Real Madrid. Le Real Madrid a été victime d'une blessure après sa victoire en Supercoupe contre l'Athletic Bilbao. Les Blancos ont remporté leur 12e Supercoupe d'Espagne en s'imposant 2-0 en finale face aux Lions, avec Karim Benzema et Luka Modric sur les buts. Mais il y a eu de mauvaises nouvelles dans la préparation de la finale, avec Marco Asensio qui s'est blessé. Asensio a manqué la finale, et il a maintenant été confirmé qu'il manquera les trois prochaines semaines à cause de sa blessure. Les scanners ont révélé une petite déchirure d'un muscle de la jambe droite de l'international espagnol, et il pourrait manquer jusqu'à trois semaines d'action. Asensio espère revenir à temps pour regagner sa place avant le choc du mois prochain contre le PSG en Ligue des champions. Cette rencontre aura lieu dans un peu moins d'un mois, mais Rodrygo et Asensio se sont bousculés au portillon tout au long de la saison.



Tuchel calme le jeu pour Ziyech

Peu utilisé ces derniers mois, Hakim Ziyech (28 ans, 12 matchs et 2 buts en Premier League cette saison) a été le seul buteur de Chelsea à Brighton (1-1), mardi en Premier League. Alors que le milieu offensif marocain n'a pas fêté sa réalisation, son entraîneur, Thomas Tuchel, a souhaité calmer le jeu. "Je suis content. Il peut en marquer vingt de plus et ne pas célébrer, je n'ai aucun problème", a reconnu le manager allemand en conférence de presse.



PALESTINE-JORDANIE-ALGÉRIE

L'Algérie joue un rôle important dans l'unification des rangs palestiniens

L'écrivain et analyste politique jordanien, Hamada Faraana a salué le rôle de l'Algérie dans l'unification des rangs palestiniens en abritant de nombreuses réunions et rencontres dans le cadre de ses efforts de rapprochement entre les partis politiques « en Palestine, souhaitant voir aboutir le dialogue national initié par l'Algérie.

Dans une contribution au quotidien jordanien «Addustour», Hamada Faraana a précisé que «l'Algérie a toujours été un refuge et un havre de paix pour les Palestiniens en raison de la justesse de ses positions, de sa politique de non-ingérence et de la sincérité de ses efforts et de son rôle», ajoutant qu'elle «œuvre en faveur de l'unité et de la cohésion des Palestiniens qui trouvent en ce pays un abri sûr et chaleureux pour tenir leurs réunions et leurs rencontres, face aux interférences qu'ils subissent et les déchirent».

Il a salué dans son article le rôle de l'Algérie et son impact sur «le resserrement des rangs des Palestiniens», rappelant les réunions tenues à Alger qui ont abouti à la tenue du 18^e Conseil national unificateur le 20 avril 1987, après le congrès unificateur des écrivains et journalistes palestiniens en février de la même année.

Concernant le dia-



logue national qui doit rassembler les factions palestiniennes à Alger, M. Faraana a estimé que l'appel du président de la République, Abdelmadjid Tebboune à la tenue de cette rencontre, «est un premier pas selon les processus de dialogue précédents à Alger». Il a émis le vœu de voir le Conseil national palestinien se tenir «en Algérie au lieu de la Palestine».

L'ouverture de la session du gouvernement lundi à Ramallah, le Premier ministre pa-

lestinien, Mohammad Shtayyeh, a souhaité «voir les factions palestiniennes, devant participer à la conférence d'Alger, parvenir à un consensus permettant de tourner définitivement la page de la division». «Nous remercions la République algérienne pour ses efforts en vue d'abriter les sessions du dialogue national dans la capitale algérienne, avec la participation de toutes les factions palestiniennes», a déclaré M. Shtayyeh.

Pour rappel, en décembre 2021, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait annoncé «l'organisation prochaine à Alger d'une conférence unificatrice des factions palestiniennes». Animant une conférence de presse avec son homologue palestinien, qui était en visite en Algérie, le Président Tebboune a souhaité que la réunion «scelle l'unité arabe que nous appelons de nos vœux à travers le Sommet arabe prévu en mars prochain à Alger».

ALGÉRIE-ROYAUME-UNI

MM. Rezig et Lord Risby examinent les voies et moyens de développer les relations commerciales

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a reçu, mardi à Alger, le représentant personnel du Premier ministre britannique chargé du partenariat économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer et de développer les relations bilatérales dans le domaine commercial, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadrice du Royaume-Uni en Algérie, Sharon Anne Wardle, les deux parties ont mis en avant «la profondeur des relations économiques et commerciales liant les deux pays depuis des années», selon le communiqué. Le ministre a affirmé que «l'opportunité existe pour les opérateurs économiques afin de rechercher et élargir les domaines de partenariat conformément à la règle gagnant-gagnant», évoquant les

grandes lignes de la nouvelle politique du gouvernement qui encourage l'investissement producteur en partenariat avec les étrangers, notamment à travers l'octroi de plusieurs avantages et assurer un climat d'affaires adéquat.

M. Rezig a également abordé «la possibilité de conclure une convention de partenariat entre l'Algérie et le Royaume-Uni pour faire connaître les produits locaux», soulignant l'importance d'activer le conseil d'affaires algéro-britannique à même d'accroître le volume des échanges commerciaux, note la même source.

Lord Risby a, pour sa part, déclaré que «l'Algérie est un partenaire stratégique pour le Royaume-Uni», exprimant «la disposition totale de son pays d'échanger les expertises notamment dans le domaine d'exportation et les mécanismes de la diversification économique».

Energies renouvelables : M. Ziane évoque avec Lord Risby les moyens de développement de la coopération bilatérale

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benattou Ziane, a reçu, mardi à Alger, l'envoyé spécial du Premier ministre britannique, chargé de la promotion du partenariat économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcement et de développement de la coopération bilatérale dans les domaines des énergies renouvelables et de la transition énergétique, a indiqué un communiqué du ministère. L'audience s'est déroulée au siège du ministère en présence de l'ambassadrice du Royaume-Uni à Alger, Sharon Wardle, a conclu le communiqué.

ALGÉRIE-OTAN

L'Algérie, interlocuteur «incontournable» de l'OTAN dans la lutte antiterroriste

Le Secrétaire général Adjoint délégué pour l'Otan pour les affaires politiques et la politique de sécurité, Javier Colomina, a déclaré, mardi, que l'Algérie était un interlocuteur «incontournable» dans la lutte antiterroriste et un «acteur clés dans la région de l'Afrique du Nord et du Sahel».

Animant une conférence sur «la coopération entre l'Algérie et l'Otan» à l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg), il a affirmé que «l'Algérie est un acteur clé dans la région de l'Afrique du Nord et du Sahel, et un interlocuteur incontournable sur la question de sécurité, notamment dans le domaine de la lutte contre le

terrorisme». Considérant l'Algérie comme un partenaire «stratégique», M. Colomina a souligné, lors de son intervention, que l'Algérie est également «un membre actif dans le dialogue méditerranéen» dont elle est membre depuis plus d'une vingtaine d'années, indiquant que la coopération entre les deux parties est «fondée sur des objectifs et des défis communs, notamment la stabilité en Libye et dans le Sahel». Il a mis l'accent sur l'importance de «renforcer» cette coopération «avec encore plus de détermination en faveur de la sécurité, de la stabilité et de la paix à l'échelle régionale et internationale».

Le représentant de l'Otan a tenu à saluer l'expertise «considérable» de l'Algérie, affirmant que l'Organisation transatlantique est «heureuse» de pouvoir en bénéficier, notamment à travers «le dialogue politique, la coopération pratique et les échanges entre les experts» des deux parties. Concernant la coopération entre l'Algérie et l'Otan, M. Colomina a indiqué qu'elle touche à des domaines «riches et variés», notamment la lutte contre le terrorisme et contre les armes légères et la cyber-défense, estimant que la participation régulière de l'Algérie dans les différents programmes de l'Otan est une «preuve supplémentaire de notre

détermination commune à renforcer notre coopération». Le Secrétaire général adjoint de l'Otan a, à cette occasion, appelé à un «dialogue politique régulier et de haut niveau» avec l'Algérie, notamment à travers les visites officielles de part et d'autre, et l'établissement d'un véritable dialogue stratégique dans le domaine sécuritaire d'intérêt commun. Quant au prochain sommet de cette Organisation prévu à Madrid (Espagne) en juin prochain, M. Colomina a annoncé que l'Otan adoptera, durant ce rendez-vous, de «nouveaux concepts stratégiques», indiquant que l'Algérie sera «étroitement associée au processus de réflexion».

MDN - LUTTE ANTI-TERRORISTE

7 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés et 6 casemates détruites en une semaine

Sept (07) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert et détruit (06) casemates pour terroristes lors d'une opération de recherche et de fouille à Skikda», a précisé la même source dans un bilan hebdomadaire. Dans la dynamique des «efforts continus» dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 12 au 18 janvier 2022, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de «qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national»,

ajouté la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions Militaires, 16 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction des quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 2 quintaux et 32 kilogrammes de kif traité et 556 grammes de cocaïne, tandis que 51 autres narcotrafiquants ont été arrêtés et 67,5 kilogrammes de la

même substance et 357623 comprimés psychotropes ont été saisis lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions Militaires. Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet 214 individus et saisi 32 véhicules, 255 groupes électrogènes, 168 marteaux piqueurs, 6 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpillage illicite, ainsi que 50 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, alors que 42 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et 35700

unités de tabacs ont été saisis à Adrar, In Guezzam, Ouargla, El-Oued et Biskra. De même, les Garde-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 11866 litres à Adrar, Tébéssa, El-Tarf et Souk Ahras. Dans un autre contexte, les Garde-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 111 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 58 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Djanet et Tébéssa.